14e année
numéro 271

25 Mai 1938
prix : 2 francs

la révolution prolétarienne

revue bimensuelle
syndicaliste
révolutionnaire



DANS CE NUMÉRO

LA RÉVOLUTION PROLÉTARIENNE

Revue bimensuelle syndicaliste révolutionnaire
(Paraissant le 10 et le 25)

●

CONDITIONS D'ABONNEMENT

FRANCE, ALGERIE, COLONIES

Trois mois	10 fr.
Six mois	20 »
Un an	40 »

EXTERIEUR

Trois mois	13 fr.
Six mois	26 »
Un an	50 »

●

ADRESSER LA CORRESPONDANCE concernant la Rédaction et l'Administration à la *Révolution Prolétarienne*, 54, rue du Château-d'Eau, Paris (10[e])

●

PERMANENCE : Tous les soirs, de 18 à 19 heures

●

Tél.: **BOTzaris 21-02**

●

UTILISER POUR LES ENVOIS DE FONDS notre compte chèques postaux : *Révolution Prolétarienne* 734-99 Paris

Sommaire du N° 271

(25 mai 1938)

La Ligue Syndicaliste

La Ligue Syndicaliste se propose:

De faire prédominer dans les syndicats l'esprit de classe sur l'esprit de tendance, de secte ou de parti, afin de réaliser le maximum d'action contre le patronat et contre l'Etat;

De participer à l'œuvre d'éducation syndicale en procédant à l'examen des problèmes pratiques et théoriques posés devant le mouvement ouvrier, et en préconisant la formation de Cercles d'études syndicales;

De maintenir vivant le précepte de la Première Internationale, d'après lequel l'émancipation des travailleurs ne sera l'œuvre que des travailleurs eux-mêmes.

"Syndicalisme pas mort !..."

Le congrès fédéral et les congrès syndicaux des postiers, réunis à Vichy, sont terminés. Du 8 au 15 mai, le Casino des Fleurs a retenti de nos débats.

La première journée était consacrée à l'examen du rapport moral. Il fut adopté par 830 mandats contre 142. Dans de nombreuses interventions, les délégués critiquèrent l'attitude des secrétaires fédéraux, membres de la C.A. de la C.G.T., à propos de la participation à l'emprunt de la défense nationale et des ordres du jour relatifs à la constitution d'un gouvernement de salut public. Mais le tout sans véhémence. Le temps était au beau. Le soleil s'élevait timidement.

⁂

Le lendemain, audition des délégués des organisations postales belge et anglaise et de Ronher, secrétaire de l'I.P.T.T. Un délégué espagnol exprima la reconnaissance de son pays pour l'œuvre de solidarité entreprise par les postiers français. Puis Giron, au nom du Cartel des services publics, et Lacoste, de la Fédération des fonctionnaires, saluèrent les congressistes. Perrot, secrétaire général, remercia. Et Jouhaux s'approcha du micro. Aussitôt des cris, des coups de sifflet s'élevèrent dans la salle. Dans un coin, quelques voix tentaient d'imposer un chant. Ce que le « Populaire » exprima le lendemain en ce raccourci : « Léon Jouhaux accueilli au chant de l'*Internationale*, par les congressistes debout ».

Du discours, assez succinct d'ailleurs, peu de chose à dire. Sinon que visiblement l'accueil des postiers fut pour quelque chose dans son allure virile. Le « général » connaît son métier.

Au dehors le soleil brillait. La température montait de quelques degrés.

⁂

Le mardi 10 mai, débat sur l'orientation syndicale et les problèmes de la paix. Dans les interventions des « purs », rien ne manquait : mise en accusation du Syndicat des agents qui se refuse à la colonisation sous la forme du syndicat unique, de ses militants qu'on accuse de scissionnisme, lecture d'extraits de *Mein Kampf*, couplet sur la Cagoule, appels à l'union des socialistes, des radicaux, des communistes, des catholiques (les curés avec nous!). Et pour finir le conseil gratuit : « Les revendications corporatives nous unissent. Fuyons les discussions « politiques » qui nous divisent. »

Notre ami Fronty répondit. A ceux qui le taxaient de scissionniste, il rappela le Comité des 22. « Mais le syndicalisme n'est pas une caserne où l'on marche au pas et où l'on pense en cadence. » Et nous avons encore le droit d'exprimer des opinions non partagées.

Dans ce débat la note syndicaliste domina franchement. La faillite du Rassemblement populaire fut soulignée, les menaces qui pèsent sur le syndicalisme libre furent mises en évidence. Les colonisateurs se firent malmener. Y furent préconisées la revision pacifique des traités, la redistribution des matières premières, la convocation immédiate d'une conférence mondiale ouverte à tous les peuples sans exception avec mission de construire la paix.

A 19 heures la séance s'achevait pratiquement après une belle intervention de Digat, secrétaire général des agents. On décidait de se réunir à nouveau à 21 heures. Une commission était constituée pour proposer un texte au congrès en conclusion des débats sur l'orientation syndicale. Tout semblait devoir se terminer très bien. Mais on allait assister dans la nuit à la plus belle manœuvre que la Fédération ait connue depuis la réalisation de l'unité.

Le temps allait se gâter.

⁂

21 heures. La séance reprend. Mais l'intérêt est à la commission. S'autorisant de l'allure générale des débats, Giroux et Fronty déposent un texte. Mais les « purs » s'accrochent, phrase à phrase, mot à mot. Ils ne veulent pas de l'interdiction du cumul des mandats politiques et syndicaux. Ils ne comprennent pas (?) ce que signifie la direction commune d'un parti politique et d'une organisation syndicale. Or le texte proposé, de manière formelle et définitive, condamne celle-ci, prescrit celle-là. Le statut moderne du travail est l'occasion d'une nouvelle bataille. On poursuit sans désemparer jusqu'au moment où les « purs » abandonnent la commission. La manœuvre commence. A 1 heure du matin le texte est mis au point. La commission a travaillé quatre heures.

⁂

En séance, les débats ont continué. Duhau, secrétaire fédéral administratif, a rapporté sur la réforme des cadres. Le débat est confus. Les militants s'énervent, comme s'ils pressentaient ce qui va suivre.

Un délégué de l'Aisne monte à la tribune. Il propose la reconduction du Bureau fédéral! Les statuts s'y opposent. Tant pis! on les tournera. Et puis qu'importe si au prix d'un viol, on sauve les intérêts de quelques uns.

Il nous faut ici ouvrir une parenthèse. Le secrétariat fédéral est composé de trois membres, Perrot, secrétaire général, Gourdeaux, secrétaire adjoint, et Duhau. Les statuts prévoient l'élection pour deux ans, le mandat étant renouvelable une fois. Le mandat du secrétariat actuel expire en juillet prochain. Or Gourdeaux, conseiller général de la Seine, membre du Comité central du parti communiste, en faveur de qui une entorse aux statuts condamnant les cumuls a été faite, devra choisir entre le Conseil général et le secrétariat. D'ailleurs, détaché depuis 18 ans au secrétariat de l'ex-F.P.U., l'esprit des statuts sinon la lettre empêche le renouvellement de son mandat.

Perrot et Duhau, élus en 1934, ont été « reconduits » en décembre 1935. Leur mandat n'est plus renouvelable.

A l'énoncé de la proposition, les cris jaillissent de toutes parts. Les hommes à tout faire des colonisateurs soutiennent la proposition. Mais les militants réagissent.

Fronty, revenu de la commission, conclura par ce rappel : « Quand un gouvernement viole sa propre Constitution, l'insurrection est le

plus sacré des devoirs du citoyen ». Une femme invite les secrétaires à respecter les traditions du syndicalisme postal et à décliner l'invitation qui leur est faite.

A la stupéfaction de tous, Perrot prononce un plaidoyer « pro domo ». Il ne trouve pas indigne la proposition. Il est à la disposition de l'organisation.

On comprend que Gourdeaux s'accroche. Mais Perrot? Mais Duhau? Est-ce parce que le poste à rejoindre est loin de la capitale? parce que la place est bonne? ou parce qu'il faut sauver le « Mousquetaire »?

Cependant l'état de la salle est tel que l'on n'ose pas faire voter. On passe à l'ordre du jour.

L'orage gronde.

⁂

Au nom de la commission, Bertin (secrétaire de l'U.D. de la Savoie) va présenter et commenter le texte dont on prendra connaissance d'autre part. Il le fera objectivement.

Après lui Aurin, ex-député communiste, au nom de la minorité, marque son opposition et tente de justifier l'attitude de ses amis.

Et c'est là que se place l'incident qui va déchaîner le tumulte. Au nom du bureau fédéral, Perrot demande à la commission de se réunir à nouveau pour présenter un texte susceptible d'être adopté par tous.

Perrot oublie que si un militant a le devoir de faire à la forme des concessions, il se doit à lui-même d'être intransigeant sur les principes. Or il sait bien qu'on ne pourra se mettre d'accord sur les cumuls, sur l'action confédérale, sur le problème de la paix. Mais il insiste. Et devant le refus des membres de la commission qui ne veulent pas se laisser manœuvrer, il présente un texte pour lequel il réclame la priorité. Ce texte est muet sur les cumuls. Il oppose le bloc des démocraties à la jactance des dictatures.

Les purs « exultent ».

Leur attitude est telle que l'idée d'un marché, sinon d'un accord tacite, s'impose à beaucoup d'esprits : donnant, donnant, le texte en échange de la reconduction. Mais avec le recul on aperçoit les choses autrement. En vérité chacun se servait en servant les autres. En reconduisant le bureau, les purs songeaient à Gourdeaux. En opposant un texte « trop mou » à un texte « trop dur » (Perrot *dixit*. « Syndicats » du 18 mai) Perrot affirmait une position que certains passages de son rapport avaient révélée.

⁂

L'orage éclate.

Au milieu des cris, dans un vacarme indescriptible, on vote à main levée, sans résultat. On procède à l'appel des délégués. Mais dans le fond de la salle, certains se chargent de répondre pour les absents (il est 3 heures du matin).

On distribue alors les cartons. La commission de dépouillement se réunit. A quatre heures le rapporteur annonce le résultat.

Malgré la pression exercée, le congrès, par 519 mandats contre 424, adopte le texte de la commission.

Le Bureau fédéral est battu. Les sourires se figent. Quelques cris : « Démission! démission!».

Le discours de clôture ressemble à une oraison funèbre.

Les militants évacuent la salle.

⁂

La Fédération postale est une trinité. Ses syndicats nationaux ont tenu leur congrès à partir du 12 mai.

Nous signalerons que les employés ont renvoyé à son poste d'administration de la ville de Paris et du département de la Seine, certain membre de leur C.E., conseiller municipal communiste du 20e.

Chez les agents, milieu réfractaire aux colonisateurs, la motion sur l'orientation syndicale présentée par Fronty fut votée par 37.000 voix contre 2.000 à celle des purs. Cette motion demande à la C.G.T. de se retirer purement et simplement du Front populaire.

⁂

L'union fédérale n'a jamais été mise en cause par les militants syndicalistes. Or l'intérêt des « purs » n'est pas dans la rupture, du moins tant que le « génial chef des peuples » n'en aura pas décidé autrement.

Le syndicat unique contre lequel 90% des agents se sont prononcés ne se réalisera pas.

Après sa défaite, le Bureau fédéral aura du mal à se faire « reconduire » par le Conseil national prochain.

Jusque-là donc tout continuera. Mais sans être prophète, on peut prévoir une ère de batailles sévères. Le syndicat des agents et ses militants seront désormais l'objet de tirs convergents. Peu leur importe. Ce qui est sûr, c'est qu'ils résisteront.

Dans un long papier publié par « Syndicats » du 18 mai, Perrot explique son attitude. A des yeux non avertis, ses efforts apparaîtront difficiles et méritoires, sa personne semblera victime d'injustes attaques.

Est-il trop indulgent? Avons-nous été trop durs? L'avenir tranchera.

Nous rejoindrons ses conclusions dans la mesure où il invite les partis politiques à entendre le sévère avertissement que leur ont donné les militants. Et nous les dépasserons en indiquant que nos débats valent aussi pour la C.G.T. Ce que la motion n'a pas retenu a cependant été exprimé.

Puisse-t-on s'en souvenir et s'en inspirer à Nantes, lors du congrès confédéral! Nous ne nourrissons pas d'autre espoir.

E. ZIMMER.

Deux textes

I. — La résolution du Congrès fédéral

Le congrès de la Fédération postale, réuni à Vichy, se déclarant fidèle à la charte d'Amiens confirmée par le congrès d'unité de Toulouse;

Rappelle la nécessité de l'indépendance du syndicalisme pour réaliser sa mission historique;

Il précise que l'indépendance du syndicalisme doit être garantie par des mesures d'ordre pratique essentiellement au nombre de trois :

a) *Interdiction du cumul des fonctions politiques et syndicales;*

b) *Interdiction des fractions organisées agissant au sein des syndicats;*

c) *Interdiction de la direction unique des organisations syndicales et d'un parti politique.*

Le congrès se félicite des améliorations obtenues par la classe ouvrière à la suite de son action directe de juin 1936 sous la forme des conventions collectives, des délégués d'atelier, des 40 heures.

Regrette que les gouvernements successifs n'aient tenu aucun compte de l'effacement voulu des fonc-

tionnaires et, au contraire, tablent sur cette sagesse pour ne pas leur donner les moyens de se défendre contre la hausse inconsidérée du coût de la vie par l'échelle mobile après revalorisation des salaires;

Regrette l'acceptation de la pause à sens unique;

Proteste contre les dérogations aux 40 heures et le rétrécissement du droit de grève;

S'insurge contre le retour à la politique de la confiance financière, qui ne peut s'entendre que par le sacrifice des intérêts ouvriers, et lui oppose la politique de la contrainte financière;

Marque l'insuffisance des mesures prévues au programme du Front populaire et la nécessité de compléter d'urgence ledit programme par des réformes de structure contenues dans le plan de la C. G. T., tout en condamnant les ententes industrielles;

Ne comprend pas la carence actuelle du Front populaire et demande à la C.G.T., compte tenu de la dernière expérience, d'exiger du Front populaire la réalisation immédiate de ces mesures, faute de quoi la C.G.T. reprendra sa liberté d'action.

II. — La résolution des Agents

Le Congrès du Syndicat National des Agents, réuni à Vichy,

Après un large débat sur l'orientation syndicale, se réjouit des conquêtes réalisées en juin 1936, donnant enfin à la classe ouvrière plus de bien-être, de sécurité et de loisirs par la loi de 40 heures, les congés payés, les conventions collectives et les délégués ouvriers.

Mais, tout en reconnaissant la grande portée de ces réalisations, le Congrès attire l'attention du monde ouvrier sur les dangers d'une réglementation précise et impérieuse faisant du Gouvernement l'arbitre souverain dans toutes les relations entre le salariat et le patronat.

Cette législation, sous un aspect parfois séduisant, tend, sous prétexte d'ordre et de paix sociale, à priver les classes laborieuses de leurs moyens naturels de défense et d'émancipation.

Pareilles mesures et interventions constituent entre les mains du Gouvernement la possibilité de briser l'action revendicative, enlèvent l'initiative aux organisations syndicales et les obligent à se soumettre au verdict des surarbitres choisis par l'Etat.

Un tel réseau de textes entrave toute action directe de la classe ouvrière organisée, la lie juridiquement à ses deux adversaires naturels : l'Etat et le patronat, et l'atteint dans sa combativité et dans son indépendance.

Le Congrès proclame son attachement fervent à cette indépendance vis-à-vis du Gouvernement et du patronat, comme son désir de voir respecter l'indépendance envers tous les partis politiques. Il demande que le cumul d'un mandat politique et d'un mandat syndical — trop souvent toléré malgré les décisions du Congrès Confédéral d'Unité de Toulouse — soit formellement interdit.

Se référant à ces principes essentiels du syndicalisme, le Congrès demande à la C.G.T. de reprendre sa liberté totale vis-à-vis du Rassemblement populaire qui a déçu les espérances du monde du travail et se montre incapable, par sa constitution organique, de réaliser la transformation sociale indispensable...

Le syndicalisme ouvrier français, ayant repris sa physionomie propre, pourra lutter plus efficacement et éviter le glissement dans l'Union sacrée, prélude de la mobilisation des consciences et de la guerre.

Le Congrès déclare solennellement qu'il est et restera toujours hostile à toutes les guerres et leur opposera un refus total.

La politique de surarmement, à laquelle la C.G.T. a donné si inopportunément son adhésion, conduit le pays à la ruine et les peuples à la guerre. Bien loin d'assurer la sécurité, elle prépare la catastrophe dans laquelle sombrera la civilisation.

La paix de l'Europe ne peut pas être réalisée par l'écrasement de l'une quelconque des grandes puissances européennes.

Les peuples, comme les individus, ont droit à la vie, qui ne se conçoit que dans la justice.

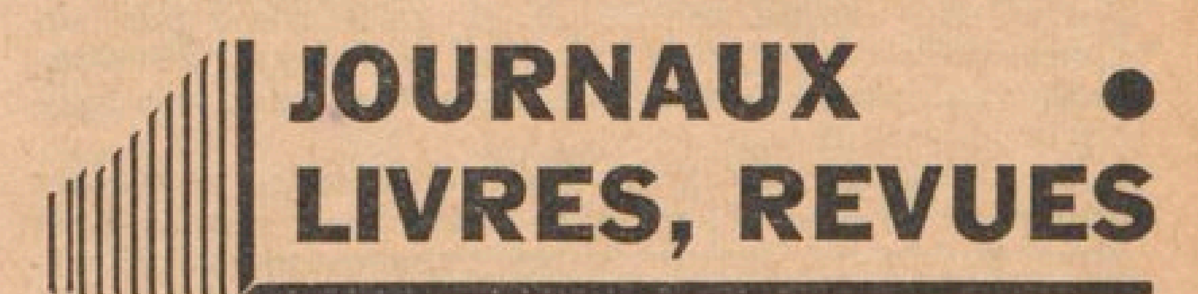
C'est pourquoi le Congrès estime qu'il est urgent et nécessaire :

1° De reviser les traités de 1919;

2° De préconiser une nouvelle répartition des matières premières;

3° De proclamer la liberté des peuples sur le plan politique et ethnique et, par suite, de dénoncer l'hypocrisie de l'opposition d'un bloc démocratique et d'un bloc fasciste.

Le Congrès, profondément convaincu de la vérité de ces idées simples et généreuses, demande instamment à la C.G.T. de provoquer sur ces mots d'ordre une grande campagne d'information et d'agitation en vue d'obtenir, le plus tôt possible, la convocation solennelle d'une Conférence Internationale, largement ouverte à toutes les nations.



AU PAYS DU GRAND MENSONGE, par **A. Ciliga.** (Editions de la N.R.F., 1 volume in-8° 252 pages, 28 frs).

Originaire du cette région de l'Istrie qui passa à l'Italie en 1918, Ciliga doit à cette particularité d'avoir été à la fois citoyen italien et militant très actif du mouvement révolutionnaire yougoslave.

Jeune étudiant, il adhère en 1918 au parti socialiste de Croatie, puis évolue vers le bolchévisme. En 1919-1921, il prend déjà une part active au mouvement communiste en Yougoslavie et en Italie, où il connaît ses premières prisons. Membre du bureau politique du parti communiste yougoslave, il devient indésirable et la police du gouvernement de Belgrade le livre par extradition aux autorités italiennes en 1925. Libéré après quelques mois de prison, il quitte l'Italie et s'installe à Vienne, où il continue son activité révolutionnaire comme membre du bureau balkanique du Komintern et représentant du comité central du parti yougoslave. C'est de là qu'il part pour l'U.R.S.S. en octobre 1926.

Pendant trois ans, Ciliga travaille à Moscou où, membre du parti bolchévique, il participe aux luttes intestines du parti en même temps qu'il s'efforce de pénétrer dans la vie du pays.

En 1929, exclu du parti pour un an comme oppositionnel de gauche, il quitte Moscou et devient professeur d'histoire à l'Université de Léningrad. En mai 1930, arrêté pour travail illégal en faveur de l'opposition trotskiste, il commence la longue série des six ans de prison et de Sibérie : prisons de Léningrad, de l'Oural (Tchéliabinsk et Verkhnéouralsk) et d'Irkoutsk, déportation à Iénisséisk et à Krasnoïarsk (Sibérie centrale).

Enfin, retour en Europe au début 1936, après plusieurs grèves de la faim et une tentative de suicide.

C'est cette expérience exceptionnelle de l'U.R.S.S. que Ciliga nous décrit dans son livre. Il le fait sans fards et sans forfanterie. On sent qu'il connaît bien ce qu'il dépeint — trop bien — et les innombrables détails précis sur la « *vie cachée* » de l'U.R.S.S. qu'il nous livre, sont une substance autrement importante que les récits romancés et les thèses interminables auxquels nous sommes habitués.

Le seul fait de cette prison spéciale de Iaroslav pour les gens « *mis au secret* » — pour ceux que le Guépéou veut ensevelir vivants — est d'une éloquence et d'un tragique auxquels personne ne peut se soustraire. Ciliga est le premier à nous montrer les oppositionnels russes en chair et en os devant des événements qui les écrasent. Combien plus compréhensibles apparaîtront les événements récents lorsqu'on aura lu comment les oppositionnels trotskistes, emprisonnés par Staline à l'isolateur de Verkhnéouralsk, se menaçaient mu-

tuellement d'exclusion et faisaient une scission; comment aussi les citations de Trotski avaient, pour ces emprisonnés, la même valeur de preuve que celles de Staline pour les responsables en liberté.

L'auteur ne se contente pas de rapporter des faits, il essaie d'en découvrir les lois, et le lecteur révolutionnaire notera avec profit ses réactions devant des événements souvent décevants, de même qu'il suivra avec intérêt l'évolution de sa pensée. Ciliga n'est pas l'esclave d'un dogme et, après avoir constaté la terrible réalité, il cherche à donner une réponse à la question qu'il pose lui-même : « Comment le grand effort de 1917 vers l'émancipation a-t-il pu finir par un nouvel esclavage tout en conservant les formes et les mots d'ordre de 1917 ? » Trop peu ont compris autant que lui que le grand bouleversement russe a une portée historique mondiale et qu'il n'est pas sérieux de s'en tirer en parlant de « vol de pouvoir », de « volonté de dictateur » ou de « barbarie asiatique ».

En faisant entrevoir les problèmes nouveaux que pose la réalité, ce livre incitera à faire effort pour sortir de l'ornière des pensées usées. N'est-ce pas, dans le déséquilibre présent, une qualité rare et la meilleure garantie de progrès social ?

Ciliga, qui accorda toute sa foi à la révolution bolchévique, puis fit confiance à l'opposition trotskiste, n'appartenait déjà plus à aucune fraction pendant les dernières années de son séjour en U. R. S. S. Il a trop vu pour se contenter d'explications simplistes et trop souffert du dogme pour s'en choisir un nouveau. De même, il a trop aimé le beau mouvement populaire russe pour être aigri des résultats : la vraie douleur ne connaît pas de rancœur. Tout cela l'a conduit à être plus ou moins boycotté par les tendances autoritaires et démagogiques du mouvement révolutionnaire. La calomnie stalinienne a tenté de le salir. Au fond, son grand crime est d'avoir osé dire les choses telles qu'il les a vues.

Quelle meilleure raison pourrait engager les camarades à lire son livre? — YVON.

HOMMES ET CHOSES DE LA COMMUNE, par Maurice Dommanget. (Edition des Amis de l'« Ecole Emancipée », 16 fr.).

Ce volume est la réunion d'études séparées publiées par notre camarade Dommanget, depuis une quinzaine d'années, dans l'*Ecole Emancipée*, le *Bulletin Communiste*, l'*Ouvrière* et l'*Humanité*. Ç'a été sa manière à lui, tous les ans, de saluer l'anniversaire de la Commune et de la Semaine Sanglante. Il nous a d'ailleurs donné des études en profondeur, creusées jusqu'à l'inédit, des chapitres renseignés quelquefois auprès des survivants et pleins d'aperçus nouveaux.

Il valait donc la peine de grouper tous ces articles qui, réunis, constituent un complément de premier ordre aux rares histoires de la Commune qui soient à notre portée. La Coopérative des Amis de l'*Ecole Emancipée* en a fait un livre bien présenté, orné de beaux portraits, d'une lecture facile, attachante et fructueuse.

Des généralités sur la Commune nous aident à la comprendre, avec ses causes, son caractère socialiste et ses méthodes. Nous avons effectivement besoin de réfléchir sur cette brève Révolution au caractère complexe, où se juxtaposent des traits jacobins et des traits prolétariens. Les hésitations de sa politique nous seront rendues plus claires si nous suivons Dommanget dans sa tentative pour montrer le rôle des Blanquistes qu'il connaît bien, les disciples, à défaut du chef, familiarisés avec la tactique insurrectionnelle et qui ont tenté de diriger, de galvaniser un mouvement trop mêlé, trop indécis.

La clairvoyance informée de l'auteur nous est donc profitable. Sa connaissance des hommes de la Commune est pour nous émouvante et tonique. La partie biographique, la plus développée du livre, nous fait faire la connaissance de ces caractères trempés, de ces pensées originales du IIe Empire qui sont les précurseurs souvent obscurs du mouvement ouvrier moderne. En dehors des études sur Blanqui, Eugène Pottier, Lefrançais, Lafargue, J.-B. Clément... des chapitres sur les militantes de la Commune et de celui sur les héroïsmes d'enfants qu'elle suscita, les détails sur la répression et une biographie du sinistre Galiffet, le sabreur de la Semaine Sanglante, nous rappellent la férocité de la bourgeoisie quand elle revient de sa peur et suffiraient à nous prouver qu'elle est bien, partout, l'Ennemie. — A. RICHARD.

UNE MONOGRAPHIE DE SERRET

Signalons à nos lecteurs que l'*Emancipation*, bulletin mensuel de la section ardéchoise du S.N. des instituteurs, a publié, en numéro spécial, une intéressante monographie de *Gilbert Serret* sur les *Chaux et Ciments de Lafarge*.

Brochure d'actualité, surtout à cause des conflits des usines du Teil, et où sont étudiés les conditions du développement d'une importante société, les moyens dont elle use pour asservir ses ouvriers, et les circonstances du réveil syndicaliste.

EN TUNISIE

Le sang rapporte...

Le 10 août dernier, sous le titre « Deux tués et 46 % de dividende », nous signalions que la Cie tunisienne des mines de fer de Djerissa, qui venait de faire tuer par le gouvernement de « Front Populaire » Chautemps, deux ouvriers grévistes coupables de réclamer une augmentation de salaires, et qui devait ensuite en faire condamner une dizaine à la prison, réalisait des bénéfices tels qu'elle avait pu distribuer, l'année précédente, le dividende formidable de 46 %. Nous ajoutions que pour l'année en cours, l'année du massacre, elle distribuerait sans doute un dividende de 100 % ou même de 200 %.

Nous étions encore au-dessous de la vérité.

La Cie des mines de fer de Djerissa a versé, pour 1937, un dividende de 125 francs à chacune de ses actions, dont le capital était alors de 25 fr. Cela fait donc du 500 % !

Quant à la Cie des phosphates de Gafsa, qui, elle, occupant davantage d'ouvriers, ne s'était pas contentée de deux tués, mais avait obtenu du premier gouvernement Blum 17 tués et 34 blessés sur ses mines de Metlaoui, ses bénéfices ont *doublé*. En 1936 ils n'avaient été que de 15 millions; en 1937 ils ont été de 30 millions, soit 76% du capital. — R. L.

POUR LES ANCIENS MILICIENS D'ESPAGNE MUTILES

Une Association des anciens miliciens d'Espagne « répudiant toute action de défense nationale en régime capitaliste » s'est constituée récemment sous le nom d'*Association révolutionnaire des miliciens d'Espagne* (A.R.M.E.).

Ce groupement se préoccupe notamment de trouver du travail aux anciens miliciens blessés ou mutilés. Il adresse à ce sujet un appel aux organisations ouvrières et syndicales ainsi qu'aux municipalités ouvrières. Ceux de nos lecteurs qui pourraient l'aider dans cette œuvre sont priés de le faire savoir au secrétaire de l'A.R.M.E., 41, rue Paul-Doumer, à Vélizy (Seine-et-Oise).

En allant à la Bourse du Travail, consacrez quelques minutes à la visite de l'exposition du syndicat des dessinateurs d'art graphique, 6, rue de la Douane (4e étage). Ouverte jusqu'au 13 juin les lundi, jeudi, vendredi de 15 à 20 heures et les samedi de 10 à 20 heures.

L'Affaire Garnier

Avant de passer à l'exposé des faits, faisons une double constatation, qui explique bien des attitudes.

1° Le syndicat du bâtiment de St-Etienne, unifié avant 1936, grâce en grande partie à l'activité et à la compétence d'André Garnier, avait résisté à la colonisation, malgré toutes sortes de petites manœuvres de la part de l'U.D. et de la Fédération du Bâtiment. Garnier avait même été désigné comme secrétaire de la IIIe région fédérale du bâtiment. Il était donc un élément gênant, aussi bien pour les colonisateurs staliniens que pour le patronat, à qui il avait arraché de nombreux avantages pour les ouvriers.

2° A St-Etienne, à l'entreprise S.A.D.E., qui travaille pour la ville, avaient été envoyés des chefs peu sympathiques, sauf notre camarade « L'Enfant », qui n'a jamais eu de difficultés avec son équipe. Deux d'entre eux avaient déjà créé des incidents à Paris. A Saint-Etienne, ils ne tardèrent pas à en provoquer d'assez violents et à plusieurs reprises. L'un de ces deux chefs détestés était Chauzier.

La bagarre de Villebœuf

Sur un chantier de la S.A.D.E., à Villebœuf, devait avoir lieu une élection de délégué de chantier. Contrairement à ce qui se fait, le directeur Philippe afficha un beau jour le nom de son candidat. Garnier protesta, puis, quatre jours après, se présenta au chantier pour faire procéder à l'élection. Cela ne lui fut pas possible; Chauzier bondit sur lui, l'insulta, lui cracha à la figure. Soucieux de ne pas créer d'incident, Garnier se retira sans répliquer. Il revint quatre jours après, accompagné cette fois d'un groupe d'ouvriers qui, au courant des gestes de Chauzier et connaissant sa brutalité, avaient spontanément arrêté le travail.

Au cours de l'élection, Chauzier arrive. Il a avec lui quelques ouvriers arabes qui ont l'air passablement excités, il s'élance sur Garnier, brandissant un casse-tête, et renverse l'urne. C'est la bagarre, au cours de laquelle la police se saisit de Chauzier pour l'arrêter et constate qu'il est blessé. Il mourra quelques jours après.

Sur simple dénonciation de trois ouvriers arabes alors que Chauzier n'a rien dit, et qu'on a même empêché d'aller l'interroger à l'hôpital, on arrête un bon militant : David, en l'inculpant de meurtre, puis Garnier, en l'inculpant de coups avec préméditation.

Communistes et fascistes s'acharnent contre Garnier arbitrairement arrêté

Chauzier mort, la presse réactionnaire et fasciste s'acharne sur Garnier. Elle est aidée par l'organe du parti communiste *Le Cri du Peuple*, où un courageux anonyme écrit qu'il estime finie « la politique néfaste d'un Garnier, politique qui frise la provocation ».

Ce n'est pas tout. La Fédération du bâtiment et l'U.D., estimant le moment venu de se défaire d'un militant gênant pour la colonisation de la C.G.T., lancent des insinuations précieuses à la police et de viles attaques contre Garnier. Un représentant de la Fédération n'hésite pas à déclarer « qu'il voudrait le voir en prison pour cinq ans pour qu'il lui foute la paix » et il annonce qu'il va épurer et reconstituer le Syndicat du bâtiment. Avec sa Delahaye et son chauffeur il s'installe à St-Etienne pour amener les gars du bâtiment à se désolidariser de leur secrétaire. Car à la Fédération du bâtiment, on ne se déplace plus qu'en auto. Pour une réunion à St-Etienne le secrétaire se fait amener par son chauffeur.

Pas de chance! A l'unanimité moins une voix, les conseillers syndicaux de St-Etienne et les délégués de chantier s'affirment solidaires de Garnier et désapprouvent le délégué fédéral, Labrousse.

Plus tard Labrousse sera hué au Syndicat du bâtiment de Firminy et mis en déroute à celui de Rive-de-Gier, malgré l'appui de Thibaud, secrétaire de l'U.D.

La Fédération du bâtiment et l'U.D. organisent un meeting qu'elles voudraient monstre, sans le concours du Syndicat du bâtiment, mais avec celui de Frachon, délégué de la C.G.T.

Malgré un battage formidable, on compte à peine mille auditeurs. Qu'importe? Les orateurs, au nom de la C.G.T., vont tout de même essayer de dresser les travailleurs contre Garnier; ça leur permettra d'avoir un communiqué.

Mais dès qu'ils s'aperçoivent que cette manifestation est dirigée contre les emprisonnés, les gars du bâtiment et les militants minoritaires réagissent au cri de « Libérez David et Garnier! » Arrachard, Labrousse, Thibaud, Frachon ne peuvent parler. Même leur imposant service d'ordre est contaminé, désorienté par leur ignoble attitude.

Au tribunal correctionnel

Aidée par toutes les forces de réaction, par l'U.D., par la Fédération du bâtiment, par un secrétaire de la C.G.T. et le P.C., la justice bourgeoise espère pouvoir réussir son mauvais coup. Aussi se hâte-t-elle d'instruire l'affaire. Le juge d'instruction refuse d'entendre des témoins demandés par la défense, n'hésite pas à « modifier » une pièce du dossier et traduit Garnier en correctionnelle sans prévenir la défense.

Cette singulière façon d'instruire l'affaire oblige le tribunal, pourtant si manifestement hostile à Garnier, à annuler la procédure d'instruction, ainsi que le demandait l'avocat, Me de Fraissinette. Mais le camarade Maurice Paz, qui a spontanément accepté de nous prêter son concours, ne peut obtenir la mise en liberté provisoire de Garnier. Par la suite, des démarches dans ce sens de Pétrus Faure, député, et de Louis Soulié, maire de St-Etienne, resteront infructueuses.

Au Congrès de l'U.D.

Le mot « unité » répété trois fois figurait sur la tribune. Le secrétaire adjoint de la C.G.T., Frachon, préside. 99 syndicats absents, 169 présents, avec 559 délégués.

Que va-t-il se passer? Thibaud a prévenu les syndicats dont le secrétaire appartient au Comité de défense qu'un important service d'ordre empêchera le sabotage du congrès. Serait-ce qu'on veut museler la minorité?

Non, elle est trop forte. La minorité parlera donc. Successivement Thévenon (instituteurs), Lheureux (mineurs de Roche-la-Molière). Arnaud (mineurs), Annouiller et François (bâtiment de St-Etienne et de Rive-de-Gier), Méallier (teinturiers), Navant (mineurs de Firminy), Brun (livre), Duperray (enseignement), Gilberton (P.T.T.), vont venir crier leur indignation contre l'attitude de l'U.D. et du représentant de la C.G.T. vis-à-vis de Garnier arbitrairement arrêté. Ils exprimeront également leur opposition farouche à la politique d'armements et à l'union sacrée.

Il leur sera répondu par Thibaud que ce n'est pas une affaire syndicale, et par Frachon que cette affaire n'intéresse pas les ouvriers.

Avant le vote du rapport moral, Frachon usant de son titre de représentant de la C.G.T., pendant une heure, va insulter les opposants à la guerre, les instituteurs surtout, espérant ainsi remonter le moral des délégués de la majorité, fortement impressionnés par les interventions des amis de Garnier, et influencer le vote sur le rapport d'activité.

« J'ai été peiné, dit Frachon, quand on venait à cette tribune développer des lieux communs, exposer des théories ridicules... Vous venez nous proposer des méthodes qui ont abouti à une si lamentable faillite... Si loin que les instituteurs aient poussé leur étude de l'histoire, ils n'ont pas compris, tellement ils sont stupides, ce que le bon sens ouvrier a si bien retrouvé : le sentiment national. Nous avons un patrimoine national à défendre, tout comme ceux de Valmy en 1792... La lâcheté n'a jamais empêché personne d'être tué, c'est au contraire le courage qui impose le respect... » Comme cela pendant une heure.

Au début de la dernière séance, Frachon tentera d'escamoter le vote sur le cas Garnier : ayant demandé au congrès si l'on devait passer au vote sur deux résolutions en présence : l'une de l'U.D. condamnant « la violence » et se solidarisant avec Chauzier, l'autre du Bâtiment demandant la libération de Garnier, et une énorme majorité, dont nous, s'étant prononcée affirmativement, il en a conclu que le congrès avait adopté la résolution de l'U.D.!

Nous avons demandé la parole sur le vote. Frachon a refusé et n'a pas permis qu'on s'approche du micro. Alors, les 150 délégués de 30 syndicats ont quitté le congrès en signe de protestation et rédigé une déclaration soumettant le cas au bureau confédéral.

Contre la dictature stalinienne

Voilà ce que Frachon appelle l'unité, le respect de la démocratie syndicale!

Que ceux qui ont tout sacrifié à l'unité, qui ont permis toutes les manœuvres dans un but d'unité, réfléchissent !

L'attitude prise par l'U.D. de la Loire, par la Fédération du bâtiment et par le délégué de la C.G.T., Frachon, ne nous laisse plus d'illusions sur l'avenir de la C.G.T. Désormais, nous savons que les militants non-staliniens victimes de la répression seront livrés à la justice bourgeoise par les propres dirigeants du mouvement syndical. Nous savons que tous les moyens sont bons pour coloniser plus complètement la C.G.T., qu'on n'hésitera pas, pour cela, à faire front avec la réaction, avec Doriot, avec la police, avec la justice bourgeoise.

Les faits sont là. Ils sont assez graves pour que nous criions : « Au secours de l'unité ! » Pour que nous demandions à tous les syndicats, à toutes les fédérations, à toutes les U.D., à la C.G.T. elle-même, de prendre position vis-à-vis de l'attitude scandaleuse de l'U.D. de la Loire, de la Fédération du bâtiment, et de Frachon.

Laisser faire, c'est admettre la colonisation de la C.G.T., c'est admettre la dictature stalinienne sur la C.G.T.

U. THÉVENON.

APPEL A LA SOLIDARITE

Pour faire libérer Garnier et David, pour aider leur famille et améliorer leur régime alimentaire, une souscription est ouverte.

Demandez des listes de souscription du Comité de défense Garnier-David-Bidault (ce dernier seulement inculpé) à Porte, 9, rue Emile-Littré, Saint-Etienne (Loire).

Faites voter des ordres du jour de solidarité et des ordres du jour contre l'attitude inqualifiable des dirigeants de l'U.D. de la Loire, de la Fédération du bâtiment, et de Frachon.

PROTESTATION A LA C.G.T.

Les représentants de syndicats et délégués au congrès de l'U.D. de la Loire (des 7 et 8 mai) dont les noms suivent, devant le refus du président Frachon, délégué de la C.G.T., de donner la parole à des délégués de la minorité, après avoir donné une interprétation fausse d'un vote qui venait d'avoir lieu, indignés de voir la majorité de l'U.D. refuser de soutenir deux militants injustement emprisonnés, ont décidé de quitter le congrès.

Ils protestent :

1° Contre la longue intervention de Frachon avant le vote du rapport moral, intervention qui avait pour but d'influencer le vote des délégués.

2° Contre le fait que Frachon ait donné une fausse interprétation à un vote. Il avait consulté le congrès pour savoir si les deux motions présentées sur le cas Garnier devaient être mises aux voix. Une majorité non contrôlée d'ailleurs par le compte des mains levées s'étant prononcée pour la mise aux voix il a proclamé, en dépit de toute objectivité, que cette majorité s'était prononcée pour la résolution présentée par le bureau de l'U.D., résolution qui ne prenait pas position contre l'arrestation de Garnier, mais se prononçait simplement pour la victime Chauzier et contre les méthodes de violence, laissant ainsi sous-entendre que Garnier s'était livré à des actes de violence et était responsable de la mort de Chauzier. Il a ensuite refusé la parole aux délégués qui demandaient une mise au point sur ce vote faussé.

3° Ils renouvellent leur protestation indignée contre l'arrestation de Garnier et David, contre l'inculpation de Bidault et demandent la libération des emprisonnés; ils protestent contre l'U.D., contre la Fédération du Bâtiment, contre le délégué de la C.G.T. Frachon qui, non seulement n'ont rien fait pour faire libérer Garnier, mais en ont profité pour lancer des insinuations malveillantes utilisables par le procureur de la République et la police et tenter de désagréger le syndicat du bâtiment actuel.

Ils demandent à la C.G.T. d'intervenir contre ces manœuvres antiunitaires au profit d'une tendance à laquelle n'appartenait pas Garnier, manœuvre déjà esquissée au Syndicat du Bâtiment par les délégués de la Fédération et dans un meeting le 26 avril, par ladite Fédération, la direction de l'U.D. et Frachon de la C.G.T. Ces manœuvres créent une atmosphère de division dans notre Union Départementale et dans les syndicats.

Ils comptent sur le Bureau confédéral et la C.A. pour faire respecter la démocratie syndicale et la liberté d'opinion dans notre U.D.

(*Suivent* 150 *signatures.*)

L'organisation de la défaite [1]

La confusion politique

Le grand public, et on peut y inclure certains dirigeants politiques, vit en Espagne dans une ignorance et une incompréhension complètes de la politique internationale.

Tant pour ne pas décourager le public que pour gagner — bien en vain d'ailleurs — la sympathie des démocraties, les organes antifascistes, y compris ceux de la C.N.T., ont toujours présenté la guerre d'Espagne comme une lutte entre démocratie et fascisme. On a entretenu gravement le public de l'opposition entre les deux systèmes. Se contentant des apparences, on a parlé de l'invasion italo-allemande, et des pauvres France et Angleterre comme de futures victimes. J'ai entendu des propagandistes confédéraux me déclarer sérieusement qu'on devait choisir entre l'impérialisme italien et français, en conflit en Espagne! J'ai cru, au début, que ces interprétations de la lutte étaient de l'opportunisme et de la duperie conscients. J'ai constaté par la suite que pareilles thèses étaient ou finissaient par être prises pour la réalité. Le public ne comprend pas le vrai sens de la lutte, mais ceux qui l'instruisent ne le pénètrent pas davantage.

Domestiqué par l'Angleterre, le gouvernement Negrin ne pouvait pas permettre qu'on s'expliquât sur le fond. Il ne pouvait permettre qu'on dénonçât publiquement l'Angleterre d'avoir organisé le soulèvement et de subventionner Franco, Hitler, Mussolini et Salazar pour écraser la révolution naissante. Il ne pouvait permettre qu'on dise que c'est Londres qui a inventé la non-intervention pour neutraliser la France, et les accords de Nyon pour bloquer la flotte républicaine et soviétique dans Odessa. Il ne pouvait permettre qu'on dénonçât le coulage commandé par Londres de quelques vieux bateaux anglais pour décourager certaines compagnies qui, se laissant tenter par les primes offertes par le gouvernement républicain, se risquaient à ravitailler l'Espagne antifasciste. On continue à parler de l'antagonisme anglo-italien en Méditerranée. On ne dit pas que Mussolini « travaille » non seulement pour la reconnaissance de son empire d'Afrique orientale, — ce dont il n'a pas besoin ou ce qui est fait depuis longtemps — mais surtout pour l'octroi de capitaux, sans lesquels sa conquête coloniale ne lui sert à rien. Les Anglais font chanter Mussolini avec l'Ethiopie, et Mussolini les fait chanter à son tour avec la Palestine et l'Egypte. Marchés de brigands. Entre eux l'Espagne n'est qu'un simple enjeu. La censure empêche d'expliquer pourquoi les Anglais n'ont pas envoyé de troupes à la place des faux envahisseurs italo-allemands, ainsi que la raison exacte pour laquelle ils ont envoyé leur flotte en Méditerranée; elle empêche de dénoncer les auteurs réels du chantage à la guerre, les vrais inspirateurs des paroles et des actes de Hitler et de Mussolini. On n'a jamais pu dénoncer qui faisait venir les « volontaires » italiens en Espagne, ni expliquer pourquoi les Allemands ont envoyé des techniciens plutôt que des soldats. On n'a jamais expliqué ce qu'étaient Salazar et le Portugal, que les Anglais auraient inventés s'ils n'avaient existé.

L'opinion publique ne dégage que des conclusions simples : l'U.R.S.S., à ses yeux, est coupable de ne pas aider — depuis les accords de Nyon que le public considère dirigés contre l'Italie — et la France est coupable de ne pas fournir d'armes. L'opinion est montée contre la France et l'U.R.S.S., qui n'ont qu'une part de culpabilité pourtant bien restreinte. La grande coupable, c'est l'Angleterre.

On endort l'opinion, en Espagne républicaine, quand on lui raconte qu'il y a deux Angleterre : les conservateurs qui étranglent la République et les gauches... qui les regardent l'étrangler, en affectant de protester. L'Angleterre paralyse la France en Espagne, comme elle la paralyse — avec raison cette fois — en Europe centrale. Pour garder les colonies extorquées aux Allemands et apporter la brouille entre Hitler et Mussolini, pour rompre le pacte franco-soviétique, les Anglais veulent reconstituer l'empire germanique et amener les Allemands à Trieste. Les Anglais gouvernent pratiquement le monde.

Ce n'est pas par hasard que le gouvernement se terre à 60 km de Barcelone et que la Catalogne est destinée à l'écrasement. Il y a conflit entre la Généralité, qui a les yeux tournés vers la France, et le gouvernement central aux ordres de l'Angleterre, qui hait ouvertement les Catalans et leur gouvernement. Le gouvernement central, aidé par l'U.R.S.S. et le Mexique, a veillé, en 1936-37, à la défense de Madrid, mais il s'est toujours désintéressé de celle de la Catalogne. Les Catalans, en hommes et en matériel, sont ceux qui ont fait le plus pour la guerre. Mais le gouvernement central, disposant des crédits, a fait travailler la Catalogne pour lui et non pour elle. Matériellement, les Catalans sont les fournisseurs de toute l'Espagne loyale. Mais ils rêvent d'indépendance et possèdent les plus puissantes organisations d'extrême-gauche : une Catalogne victorieuse, indépendante, continuerait la révolution et aurait bientôt un siècle d'avance sur le monde actuel. Les conservateurs catalans craignent cette indépendance : ils ont applaudi à l'intervention du pouvoir central au lendemain des journées de mai 1937. Mais les politiciens de Madrid, de droite comme de gauche, — communistes y compris — redoutent plus encore cette indépendance, qui serait un brûlot déposé à la porte de la vieille Espagne, qu'ils rêvent de domestiquer chacun selon ses vues. Secrètement donc, les politiciens du gouvernement central doivent être satisfaits des revers des Catalans, revers qui peuvent mettre ces derniers dans d'autres dispositions d'esprit, c'est-à-dire ou les écraser complètement, ou les obliger à renoncer à leurs velléités d'indépendance, ce qui signifie ici le renoncement à la révolution sociale.

Quand la C.N.T. et la F.A.I. font du « catalanisme », quand sur le plan national elles font du républicanisme, ce ne sont que des tremplins : elles misent sur l'impuissance de l'un et l'autre gouvernement à endiguer une poussée révolutionnaire. C'est parce qu'ils ont

(1) Voir notre précédent numéro.

conscience de cette impuissance que les politiciens républicains ne veulent pas de victoire et que les Anglais exigent la défaite. Les censeurs anarchistes de l'étranger se trompent quand ils s'imaginent que nous n'avions pas prévu cela : *la grosse affaire n'était pas de le voir, mais de pouvoir le dire, non à l'étranger, mais en Espagne même.*

L'obligation générale de faire le silence sur toutes ces questions fondamentales a désorienté les esprits et les livre aujourd'hui aux pires bévues. Les divers secteurs antifascistes se rejettent l'un sur l'autre les responsabilités des échecs et de l'aggravation générale de la situation, car on continue à parler de l'antagonisme fascisme-démocratie, du méchant loup italien et de ces « barbares de Boches » qui ont détruit Guernica. Les J. C., succursales de l'U.R.S.S., barbouillent les murs d'inscriptions exhortant à la résistance à outrance, à « périr jusqu'au dernier ». Mais que fait Moscou, qui inspire ces mots d'ordre ?

Rien. Cédant aux injonctions de l'Angleterre, dont la flotte a arraisonné, de concert avec les Italiens, ses bateaux, Moscou renonce à ravitailler en armes l'Espagne gouvernementale. Moscou n'ose pas faire convoyer ses bateaux par sa marine de guerre; Moscou ne veut pas risquer la guerre, mais il exhorte ses admirateurs et partisans à succomber pour lui jusqu'au dernier, désarmés; sacrifice inutile dans une lutte aussi inégale. Les communistes espagnols, dont les maîtres n'osent pas braver l'Angleterre, accusent de lâcheté et de trahison la France de Blum, qui ne fait qu'imiter, apparemment — parce que dans la réalité la France fournit des armes — la Russie de Staline.

Les Catalans sont lâchés par tout le monde, et ils se bercent d'illusions quand ils espèrent en la France, qui ne peut pourtant aller ouvertement à l'encontre de l'Angleterre. Les Catalans ont toujours nourri le secret espoir que la France veillerait à leur indépendance : les 17.000 volontaires catalans tombés à la guerre 1914-18, pour le « Droit et la Civilisation », impliquent, à leurs yeux, une certaine reconnaissance... Les malheureux !

Il existe d'autres causes de confusion, savamment entretenues d'une part par la censure et dues d'autre part à l'inexpérience des Espagnols en politique internationale. Ceux-ci n'entendent par exemple rien au problème allemand : ils ne se rendent pas compte que Hitler a malheureusement raison contre le reste du monde. Les Espagnols devraient mettre au net leur politique internationale et ne pas prendre parti pour un impérialisme détrousseur — l'impérialisme britannique — contre l'impérialisme allemand, sa victime. Ils ne savent pas distinguer ce qu'il y a de vrai et de faux dans l'antagonisme germano-soviétique. Ils ne connaissent pas le vrai visage de la France et sa responsabilité dans l'aggravation de ses rapports avec l'Allemagne depuis 20 ans. Tout est à mettre au point. Ceux qui prendraient l'initiative ardue et dangereuse de le faire se feraient probablement traiter d'agents de l'Allemagne, de traîtres et de fascistes.

Cette confusion en politique sociale intérieure et en politique internationale crée une invraisemblable atmosphère de méfiance. Si la situation militaire s'aggrave — comme c'est malheureusement probable — les antifascistes se décimeront entre eux avant d'être écrasés par les fascistes. Le gouvernement ne souhaite pas autre chose : ainsi il pourra rejeter les responsabilités de la défaite sur les divisions entre frères ennemis.

Déjà, il a rendu aux organisations non la part de pouvoir qui leur revient, mais une part des responsabilités gouvernementales: les réacteurs d'Espagne ont encore fait prendre aux organisations ouvrières des actions dans la future faillite... Le concours de la C.N.T. a dû être obtenu au prix de la libération des milliers de « gubernativos » séchant dans les prisons, d'aucuns depuis plus de 10 mois. Il paraît que des prisonniers auraient été libérés à la conditions de « monter » au front ou de quitter le pays. C'est brutal. Mais quand on sait quel genre d'éléments sont mêlés à la masse des prisonniers, cette mesure est en soi rationnelle et interdit de se livrer à toute démagogie facile...

La révolution espagnole a attiré à elle une bande d'aventuriers et servi de champ d'expérience à certaine pègre qui, se couvrant évidemment de principes révolutionnaires, s'est livrée aux pires excès, compromettant à leur insu des camarades intègres, mais trop impulsifs, concourant à l'action... J'ai vécu ces choses-là... J'ai approché les prisonniers de près, ainsi que les camarades s'occupant de leur défense, extrêmement délicate et compliquée, du fait desdites compromissions inconscientes... Enfin, parmi les intègres, un grand nombre sont contre la ligne de conduite adoptée par la C.N.T. Et ces « ultras » ont créé des incidents graves, mettant la C.N.T. et la F.A.I. dans une situation impossible. Ils portent une grosse part de responsabilité *formelle* dans le déclenchement des sanglantes journées de mai. Les écumeurs n'intéressent personne; les « ultras » gênent et le seul moyen de distinguer les uns des autres, c'est de leur offrir l'occasion de déserter ou de les obliger à se battre.

Quand on sait tout cela, nul doute que la C.N.T. n'ait souscrit sans hésiter aux conditions concernant la libération des prisonniers.

Les puritains de l'extérieur, qui ne connaissent pas les dessous sanglants du drame espagnol, diront qu'il valait mieux libérer ces prisonniers par un moyen de force. Mais où est la force, à l'heure où, sous le couvert de la mobilisation, tous les camarades sont progressivement expédiés tous sur les fronts? A l'heure où les brigades confédérales sont dissoutes ou anéanties? A l'heure où le public est las et attribue à l'économie nouvelle la cause de sa misère — et c'est malheureusement vrai dans une certaine mesure : l'économie syndicale est pleine d'initiative, mais dépourvue de discipline et de système, et la lutte entre collectivisations, (en particulier dans l'alimentation et l'industrie gastronomique) a remplacé les compétitions traditionnelles. Parler de force, quand la police constitue à Barcelone un pourcentage impressionnant de la population; quand le personnel des prisons nous est farouchement hostile, et parfaitement capable, l'expérience a été faite, de massacrer les emmurés au moindre geste de révolte? Recourir à l'insurrection quand l'ennemi commun est aux portes ? C'est pratiquement impossible. Seule reste la solution amiable, l'impasse des concessions. Au point où en sont les choses et telles qu'elles se présentent on ne peut que gagner du temps, organiser le mieux possible le sauvetage et la retraite.

Le gouvernement dans ce qui lui reste encore d'éléments conservateurs ou républicains est appelé à disparaître complètement avant le

dernier acte, soit qu'il se dérobe, soit qu'il soit mis en congé. Qui prendra la responsabilité de la liquidation : les meilleurs, les plus courageux, ceux qui précisément n'ont aucune part dans le revers. Les auteurs se laveront les mains — au loin, s'ils le peuvent.

Certains anarchistes étrangers croient qu'on aurait évité tout cela en exploitant le faux succès révolutionnaire de mai 1937. Je dis faux parce que Barcelone et quelques îlots seuls demeuraient. L'envahissement de la Catalogne se fût produit dès cette époque au lieu de se produire actuellement. Mais les forces gouvernementales eussent suffi à tout balancer. L'asphyxie économique et financière eût fait le reste. Qu'on ne vienne pas invoquer, donc, on ne sait quel problématique Valmy révolutionnaire!

Militairement la lutte peut durer encore. Si les gendarmes italo-allemands y vont fort, ils peuvent l'emporter sans coup férir rapidement en Catalogne. Il s'agit de savoir quel genre de victoire ils se proposent, c'est-à-dire qui leur est assignée et permise. La fourniture opportune de certaines armes peut permettre aux républicains de résister pour obtenir une paix honorable. Mais le meilleur armement sera inutile, si la disette persiste, car de la guerre, les gens n'en veulent plus : les Espagnols ne veulent plus servir de cobayes.

Le plus redoutable pour les révolutionnaires est peut-être moins la venue des fascistes que l'organisation politique qui suivra, et qui ne peut être, après une gigantesque Terreur, qu'un mouvement de réconciliation nationale, impliquant la dissolution de tous les partis politiques et organisations syndicales actuels. La politique de réconciliation se fera au détriment de ce qu'il y a de révolutionnaire de chaque côté. L'Espagne, plus colonisée que jamais par l'étranger, dont elle aura besoin pour sa reconstruction, se bercera d'illusions nationalistes, renforcées par la trahison de l'internationalisme dont elle est en train de faire la plus tragique expérience. Les républicains iront à droite et les nationaux à gauche... La première mesure sera l'extermination des prisonniers, si des troubles ne viennent les libérer avant.

L'Espagne de demain ne sera utile à personne militairement. Les carlistes continueront à détester la France et les Catalans à l'aimer ; l'U.R.S.S. conservera ses sympathies et ses haines ; l'Angleterre restera haïe par les Catalans et suspecte au reste, même aux nationalistes. Quant aux Italiens, souverainement détestés en zone factieuse où ils se conduisent comme des goujats — comme toute soldatesque — leur nom seul continuera à n'éveiller que la haine en Espagne républicaine. Les Allemands seuls, plus discrets bien qu'aussi inadaptés, passeront les plus inaperçus. L'Espagne future est inconnue, mais elle ne sera pas à ceux qui l'envahissent militairement aujourd'hui : les tuteurs de l'Espagne resteront les obscurs financiers de la Cité.

C'est pourquoi l'Angleterre ne s'inquiète pas de la présence des gendarmes italo-allemands en Espagne — et la France ne demande qu'à croire à ses assurances, bien qu'elle prenne certaines précautions... Le plus inquiétant n'est pas tant la nature de la future Espagne. C'est de savoir si les envahisseurs la laisseront naître d'abord. Ceux-ci veulent bien s'en aller, mais à la condition de voir remaniée la carte de l'Europe : c'est le prix de leur service de gendarmerie. Est-ce trop cher ? voilà ce que nous diront bientôt la France et l'Angleterre. Avant le règlement de la note, dont la discussion du montant est déjà entreprise entre l'Angleterre et l'Italie, et partiellement acquittée avec l'Allemagne par l'annexion de l'Autriche hier, par celle de la Tchécoslovaquie demain, on ne peut affirmer que l'Espagne renferme fatalement des risques de guerre internationale. Allemands et Italiens introduisent des armes en Espagne, mais est-ce réellement pour eux et à leurs frais? Il ne le semble pas. C'est pourquoi le problème espagnol se pose dans le fond autrement qu'on ne le présente publiquement pour faire du chantage à la guerre et freiner l'agitation de gauche en France et en Angleterre, agitation qui pourrait obliger les gouvernants à miser sur le cheval rouge, alors qu'ils ont posé leur fortune sur le blanc...

Tout le pessimisme est autorisé à propos de l'Espagne, mais c'est au sens révolutionnaire et non purement pacifiste : il y a plus de risques d'extermination sociale que d'extermination internationale : l'Europe a encore devant elle plusieurs années de paix — pour autant que l'Espagne soit la seule cause de guerre.

Styr-Nhair.

CONTRE LA GUERRE

Aux travailleurs syndiqués

Samedi 4 et Dimanche 5 Juin CONFÉRENCE NATIONALE

Un certain nombre de militants parisiens du Centre Syndical d'action contre la guerre, réunis pour la première fois le 5 mai 1938, proclament leur opposition totale à toute guerre entre les peuples.

Devant le développement du militarisme, qui s'accompagne de charges toujours plus lourdes, réduisant sans cesse le pouvoir d'achat de tous les travailleurs, ces militants, fidèles à l'antimilitarisme prolétarien, dénoncent la politique de suicide de ceux qui acceptent ou encouragent toutes les mesures de surarmement du militarisme français.

Ils rappellent que le rôle essentiel du syndicalisme est de s'opposer, non seulement à la guerre, mais à toutes les campagnes chauvines qui la préparent, à toute Union Nationale, qui se traduirait toujours par une défaite du prolétariat, sacrifié à des intérêts qui ne sont pas les siens.

Ils estiment qu'en régime capitaliste le devoir de la classe ouvrière est de peser de toutes ses forces sur ses gouvernants pour les obliger à reculer les risques de guerre et à rechercher les solutions pacifiques pour résoudre les différends qui peuvent surgir entre nations.

Ils rappellent encore que la mission de la classe ouvrière de tous les pays est de s'unir

pour abattre le capitalisme fauteur de guerres et pour instaurer le régime prolétarien de justice et de liberté, seul capable d'assurer une paix durable à tous les peuples.

Mais ils constatent avec stupeur qu'un trop grand nombre de militants syndicaux manquent à ce devoir essentiel de lutte contre la guerre.

Certains se résignent parce qu'ils perdent de vue le caractère de classe des rivalités impérialistes et les conquêtes de marchés ou mainmises sur des matières premières qui sont à l'origine de toutes les guerres; ces militants croient encore — malgré la terrible leçon de 1914-1918 — que la guerre peut servir des idées de progrès et apporter plus de justice entre les peuples; ils se résignent à la guerre parce qu'ils ne discernent pas suffisamment ce qu'a d'artificiel et de mensonger la campagne actuelle d'affolement qui tend à faire croire à un danger imminent d'agression étrangère en France et couvre par avance les responsabilités de notre propre bourgeoisie dans la tension européenne présente; et ainsi, ces militants arrivent à considérer la guerre comme inévitable.

D'autres poussent délibérément à la guerre et, depuis la conclusion du pacte franco-soviétique, se livrent à une campagne méthodique de préparation des esprits à la guerre, par l'exaltation du nationalisme et l'excitation des haines chauvines; ils se font les apôtres de l'Union Nationale et entraînent les ouvriers français à marcher derrière le drapeau tricolore et à chanter La Marseillaise; *ils présentent systématiquement l'Allemagne comme seul fauteur de guerre et, à l'exemple des pires réactionnaires de* 1914, *ils calomnient les militants restés fidèles à l'esprit de classe et à l'internationalisme prolétarien, en les présentant comme des agents de puissances étrangères.*

Les syndicalistes indépendants ne peuvent se taire devant tant d'abandons et de reniements.

C'est pour donner plus de force à leur protestation qu'ils se sont groupés en un Centre Syndical d'action contre la guerre. Ils n'auraient pas été conduits à cette nécessité si trop de responsables syndicaux n'avaient abandonné leur véritable devoir syndical.

Le Centre Syndical d'action contre la guerre est donc l'expression de la légitime réaction de ceux qui n'acceptent pas un nouveau 1914. *Mais il n'est ni un organisme d'opposition syndicale, ni un groupement de tendance; il rassemble d'ailleurs des camarades de conceptions différentes, unis par leur volonté commune de combattre la psychose de guerre.*

Les militants parisiens du C.S.A.C.G. font appel à la conscience de classe de tous les syndiqués pour qu'ils s'opposent, dans le maintien de l'unité syndicale au sein de la C.G.T., au glissement de leurs syndicats vers l'Union Sacrée et la guerre.

Ils adressent à leurs camarades de province, unis pour la même cause, leur fraternel salut, et se réjouissent de les recevoir à la Conférence nationale de Pentecôte qui se réunira pour examiner l'action à mener, nationalement et internationalement, pour éviter au monde le massacre et la ruine.

P. S. — Adresser la correspondance à André Juin, 61, rue de l'Arcade, Paris (8e).

Le bain de sang de l'Afrique du Nord

63 tués

Juin 36.	Hussein-Dey (Algérie)	1 tué
Mars 37.	Metlaoui (Tunisie)	17 tués
Mars 37.	M'Dilla (Tunisie)	3 tués
Juillet 37.	Djerissa (Tunisie)	2 tués
Septembre 37.	Meknès (Maroc)	13 tués
Octobre 37.	Port-Lyautey (Maroc)	4 tués
Janvier 38.	Bizerte (Tunisie)	6 tués
Février 38.	Biskra (Algérie)	2 tués
Avril 38.	Tunis (Tunisie)	15 tués
	Total :	63 tués

Nota. — Les nombres de tués indiqués sont ceux avoués. Il est presque certain qu'en plusieurs lieux, le nombre réel des morts a été beaucoup plus élevé.

A propos du massacre de Tunis

Nous avons reçu de Bouzanquet, secrétaire de l'Union des Syndicats de Tunisie, une réponse à un entrefilet de la R. P. *où il était mis en cause. Suivant l'usage, nous avons envoyé cette réponse à Finidori, auteur de l'entrefilet, mais Finidori, n'étant pas actuellement à Paris, n'a pu encore être touché.*

Nous n'entendons cependant pas attendre son retour pour réaffirmer dès maintenant qu'en déclarant sans aucune preuve à l'appui que « la collusion entre certains chefs destouriens et les fascistes ne semble plus laisser aucun doute », qu'en approuvant l'effroyable massacre du 9 avril (15 tués officiellement, mais très probablement d'après des témoins oculaires, de 30 à 50), qu'en approuvant l'état de siège, les Conseils de guerre, les condamnations en série et les camps de concentration, en réclamant même une aggravation de la répression, la Fédération socialiste de Tunisie et les syndicats qui ont voté des ordres du jour semblables au sien se sont faits les complices des massacreurs.

Comme le dit Félicien Challaye dans la Patrie Humaine, *cette « bassesse morale » est l'exact pendant de celle dont fit preuve la Fédération socialiste du Tonkin, lors de Yen Bay.*

Par leur attitude et leurs ordres du jour, le mouvement socialiste et le mouvement ouvrier européen de Tunisie se sont rangés délibérément du côté de l'impérialisme contre un peuple opprimé en lutte pour sa libération. Ils se sont ainsi marqués d'une tache indélébile.

R. L.

NOTES
D'ÉCONOMIE ET DE POLITIQUE

Le gouvernement français spolie d'un milliard et demi d'or la République espagnole

Telle est la nouvelle qu'on connaissait depuis quelque temps déjà, et que la chronique judiciaire vient de confirmer. La Banque d'Espagne avait déposé pour 1 milliard et demi d'or à la Banque de France, en garantie d'une avance. La Banque d'Espagne a remboursé ce milliard et demi, et la Banque de France refuse de lui rembourser son or! Elle déclare qu'elle ne le lui remboursera qu'...après la fin de la guerre civile.

Dans tous les pays et dans toutes les langues, ça s'appelle un « vol », ou un « abus de confiance », comme on préfère. La Banque d'Espagne a intenté une action judiciaire devant les tribunaux français pour se faire restituer son bien; on peut être d'ores et déjà certain que les magistrats, étant tous fascistes, donneront raison à Franco, c'est-à-dire à la Banque de France, contre la Banque d'Espagne.

Cette couverture judiciaire ne saurait nous cacher les vrais responsables. Si la magistrature fasciste française a à connaître de la chose, ce n'est que parce que la Banque de France a refusé de rendre son dû à la Banque d'Espagne. Le voleur c'est la Banque de France, le tribunal ne faisant que couvrir le voleur.

Or la Banque de France est devenue depuis deux ans, en fait, une banque d'Etat. Son gouverneur, qui, seul, avait à décider d'une question aussi simple et aussi régulière, est l'agent du gouvernement; le Conseil de Gérance est, dans sa majorité, nommé par le gouvernement. C'est donc bel et bien le gouvernement français qui, agissant par la personne interposée de la Banque de France, empêche la République espagnole de recouvrer son or et de trouver ainsi de quoi nourrir un peu ses population affamées. S'il y a aujourd'hui des femmes et des enfants qui meurent de faim à Barcelone ou à Madrid, le responsable direct en est celui des gouvernements de « Front populaire » qui a permis qu'on refuse à la Banque d'Espagne la restitution de son or.

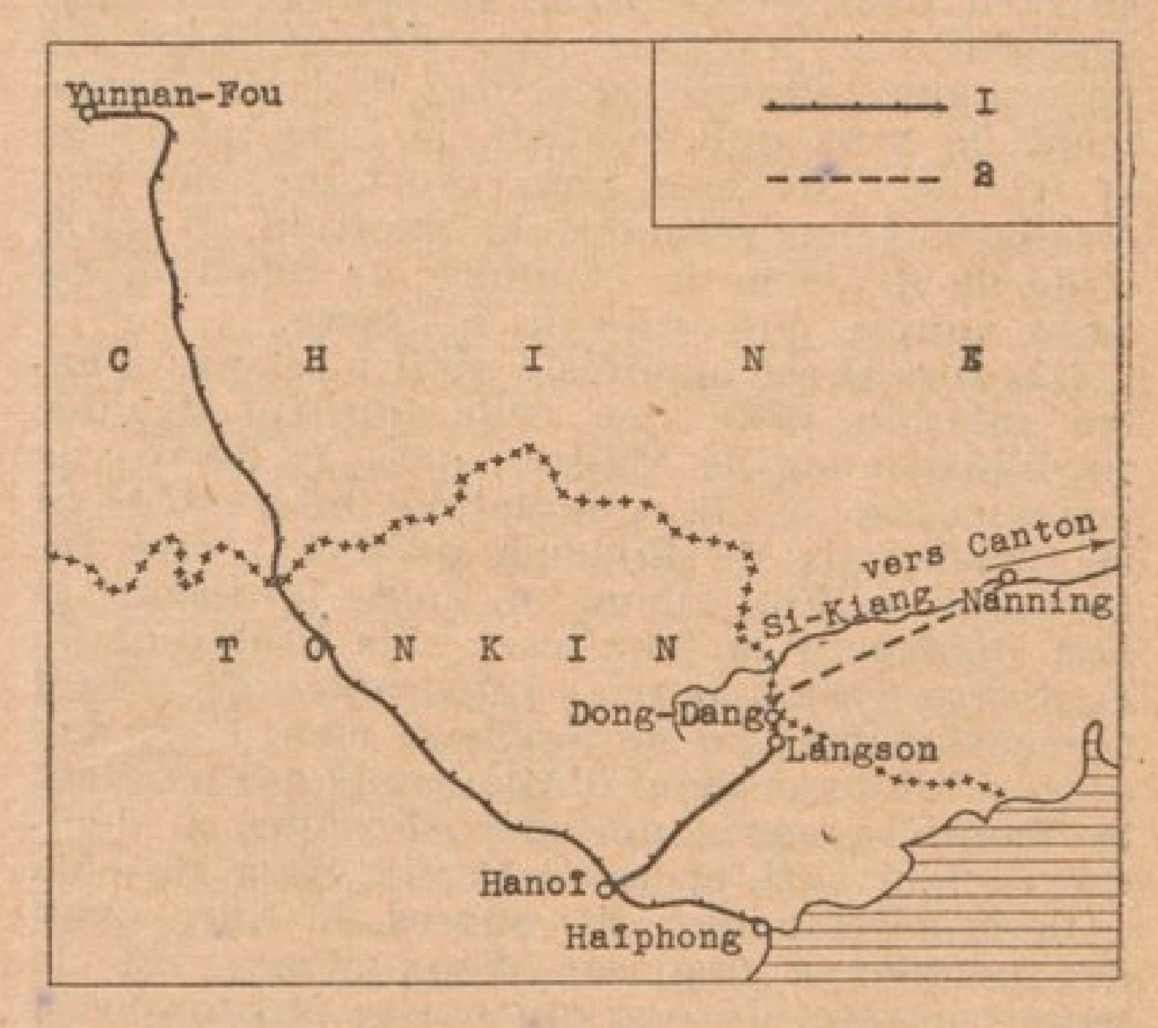
Cette dernière et odieuse mesure ne fait que prendre place dans la série de celles d'ordre économique et financier qui n'ont pas cessé d'être prises en violation du droit le plus élémentaire contre l'Espagne républicaine, par les divers gouvernements de « Front populaire » et que nous fûmes seuls à dénoncer. Ouvrira-t-elle les yeux plus que les précédentes?

(On aimerait savoir quelle a été l'action de Jouhaux, régent de la Banque de France, contre ce vol de la Banque qu'il est censé administrer à l'égard de ceux qu'il prétend soutenir.)

L'activité de l'impérialisme français en Chine

Il serait faux de croire que nos trublions impérialistes français restent inactifs en présence des événements de Chine. Ils espèrent bien avoir leur part du gâteau, non, certes, la grosse part, ni le Fleuve Jaune ni le Yang-Tsé, mais du moins l'agrandissement de leur Indochine aux dépens de la Chine du Sud.

On sait depuis longtemps leurs visées sur le Yunnan et toute l'activité qu'ils y déploient autour de leur chemin de fer d'Haïphong à



Les deux antennes de l'impérialisme français sur la Chine du Sud. 1. — L'antenne existante : le chemin de fer du Yunnan. 2. — L'antenne en préparation : le chemin de fer de Nanning.

Yunnan-Fou, — car il en est en Chine du Sud comme il en fut en Mandchourie : ce sont les concessions de lignes de chemins de fer qui sont le véhicule de l'impérialisme.

Mais le Yunnan, c'est-à-dire la partie occidentale de la Chine du Sud, ne leur suffit plus, ils s'attellent maintenant à un plus gros morceau : la partie orientale de la Chine du Sud, le territoire de Canton.

L'un des premiers actes du ministre Mandel, en arrivant au ministère des colonies, a été en effet d'approuver par décret (le 23 avril) une convention passée la veille en vertu de laquelle le gouvernement d'Indochine accorde une subvention de 15 millions aux grandes bânques d'affaires françaises, la Banque de Paris et des Pays-Bas et la banque Lazard, pour la construction d'un chemin de fer allant d'Indochine en Chine orientale. Le point de départ de ce chemin de fer sera Dong Dang, terminus actuel du chemin de fer indochinois Hanoï-Langson, et le point d'arrivée sera l'importante ville chinoise de Nanning, située à quelque 150 kilomètres de la frontière sur l'une des branches du Si-Kiang, le fleuve de Canton, là où commence la navigation à vapeur. C'est donc nettement l'amorce de la marche sur Canton.

...Et donc l'amorce — en douce — de nouveaux conflits impérialistes.

Pour les Allemands de Tchécoslovaquie une seule solution juste : le plébiscite

Il est vraiment curieux, mais non étonnant, que personne n'ose proposer pour les Allemands de Tchécoslovaquie la solution simple qui vient immédiatement à l'esprit dès qu'on

est exempt de sentiments impérialistes : un plébiscite.

Rarement question n'a été plus simple, géographiquement parlant, que celle des Allemands de Bohème; la carte publiée dans le numéro 269 de la *R. P.* en fait foi. On n'a pas, comme dans le cas du corridor polonais, à assurer à un pays son indépendance économique par un accès à la mer qui ne peut être obtenu qu'en coupant en deux un territoire étranger; on n'est pas en présence, comme pour les Hongrois de Transylvanie, d'une enclave étrangère séparée du peuple d'origine sur tout son pourtour par des nationaux du pays auquel elle est rattachée; il s'agit simplement de gens qui habitent, le long même de la frontière de leur pays d'origine, un Etat étranger. Pour résoudre la question, il suffit donc de déplacer la frontière; la question est aussi simple que celle de la Sarre.

Dès lors il est manifeste qu'il n'est pas d'autre solution juste que celle qui fut décidée sur l'insistance de Wilson, pour la Sarre : la consultation de la population intéressée. Si les Allemands de Bohême préfèrent être incorporés à l'Etat allemand, qu'ils le disent! et l'on déplacera la frontière; s'ils préfèrent au contraire rester partie intégrante de l'Etat tchécoslovaque, on ne touchera rien. C'est aux deux millions et demi d'Allemands qui habitent la frontière germano-tchécoslovaque à décider de leur sort, et non à Berlin, ou à Moscou.

Dans l'état actuel des choses, le libre droit des peuples à disposer d'eux-mêmes est la seule barrière efficace qui puisse être opposée à l'impérialisme.

Le formidable culot de Daladier le Menteur

Dans son allocution radiodiffusée pour annoncer la nouvelle baisse du franc, Daladier osa parler du « profit légitime qui tend à disparaître »! Si habitué que l'on soit aux mensonges gouvernementaux, on ne peut pas ne pas être éberlué devant un tel cynisme. Le profit légitime *tend* à disparaître, ose dire Daladier au moment même où tous les profits annoncés, publiquement annoncés, sont en augmentation. Dans la *R. P.* du 25 novembre dernier j'avais fait un relevé très complet des derniers bénéfices de sociétés annoncés durant la quinzaine précédente, et le résultat était que ceux-ci étaient, au total, de 25% supérieurs à ceux de l'année précédente. Cette fois, je me contente de relever les bénéfices annoncés dans deux numéros du journal l'*Information*, parus juste avant l'allocution de Daladier, ceux des 3 mai et 4 mai :

Aciéries de Paris et d'Outreau 3.094.355 fr. de bénéfices en 37, au lieu de 874.699 fr. en 36;

Brasseries et Malteries Franche-Comté-Alsace 5.216.000 fr. au lieu de 5.016.000 fr.;

Ateliers de constructions mécaniques l'Aster 2.367.577 fr. au lieu de 1.530.120 fr.;

Société Captain Saint-André 5.000.000 fr. au lieu de 3.900.000 fr.;

Huiles, Goudrons et Dérivés, dividende porté de 7% à 8%;

Matériaux de construction de la Loisne 3.217.341 fr. de bénéfices en 37 au lieu de 2.520.798 fr. en 36;

Forces Motrices de la Vienne 10.439.815 fr. au lieu de 8.139.670 fr.;

Commentry-Oissel 3.466.948 fr. au lieu de 3.118.347 fr.;

Nantaise d'Eclairage et de Force 13.464.402 fr. au lieu de 13.283.273 fr.;

Hauts Fourneaux de Saulnes 17.070.195 fr. au lieu de 9.573.727 fr.

En sens contraire, je ne relève que la *Nobel française* qui a fait seulement 2.193.017 fr. de bénéfices en 37 au lieu de 2.609.415 fr. en 36, et une société qui n'est pas à proprement parler une société industrielle, *les Entrepôts et Magasins Généraux de Paris*, dont les bénéfices ont baissé, verticalement, de 6.428.428 fr. à 3.959.869 fr. Remarquons d'ailleurs que ce dernier chiffre représente encore un bénéfice de 13% par rapport au capital, ce qui est assez coquet!

Ajoutons, que, d'autre part, tous les bénéfices de banques annoncés ces temps derniers sont, eux aussi, en augmentation; ceux des banques d'émission (*Banque d'Algérie :* dividende de 135 fr. par action pour le dernier semestre, au lieu de 125 fr. par semestre depuis 1934), ceux des grands établissements de crédit (*Comptoir d'Escompte :* 45 millions de bénéfices en 37 au lieu de 34 millions en 36), ceux des Banques d'affaires (*Union Parisienne :* 39 millions contre 32 millions) et ceux des banques locales et secondaires.

Voilà ce que Daladier appelle le profit qui « tend à disparaître »!

R. LOUZON.

Produisez !

L'usine Grammont de fabrication de lampes à Lyon occupant 800 ouvriers a fermé ses portes *faute de commandes.*

Produisez, déclare M. Daladier!

Durant des mois, cet hiver, les producteurs de cacao de l'Afrique Occidentale, suivant l'exemple des producteurs de café du Brésil, ont détruit des milliers de tonnes de cacao, *afin d'en faire hausser le prix.*

Produisez, déclare M. Daladier!

Les usines françaises d'aviation n'ont construit en 1937 que 600 appareils, mais, affirme l'administrateur délégué de Gnome et Rhône, elles auraient pu en fabriquer 1.000 sans accroître leur outillage, sans augmenter leur personnel et sans heures supplémentaires, mais... *il n'y avait pas de crédits.*

Produisez, déclare M. Daladier!

MISE EN GARDE

Nous apprenons de source sûre que les principaux dirigeants de la Tchéka russe sont actuellement à Paris. En voici le signalement approximatif :

1) Chaya-Kindermann. Chef de la Tchéka. Polonais. Taille petite, environ 1 m. 66; yeux noirs, obliques, cheveux noirs. Age approximatif : 40 ans. Parle une série de langues européennes en les baragouinant toutes. Est aisément reconnaissable à une cicatrice blanche sur le menton et à des jambes fortement tordues.

2) Karl Mewes, se faisant appeler aussi Fritz Arendt. Age approximatif : 35 ans. Allemand; blond. Parle avec l'accent des Allemands du Sud; originaire de Cassel; a un aspect très élégant. Grand, environ 1 m. 70.

3) Heinz Gerhart. Allemand; blond. Agé environ de 30 ans. Taille : 1 m. 70. Habitait précédemment la France. Mutilé de la main gauche.

Que les camarades de tout le mouvement ouvrier réservent à ces individus le traitement qu'ils méritent.

UN ARTICLE DE J.-B. CLEMENT

Le 28 mai 1871

Cet article fut écrit le 28 mai 1893, dans l'Emancipateur, de Charleville, que publiait J. B. Clément. Clément fut dans cette région des Ardennes le pionnier du socialisme; il appartenait à la fraction ouvrière dite « allemaniste ». En reconnaissance des services rendus à la classe ouvrière des Ardennes, nombreuses furent les municipalités de ce département qui donnèrent le nom de J.-B. Clément aux rues de leurs communes; l'année dernière, la commune de Nouzonville inaugurait un buste du vieux communard, en présence de plus de 15.000 ouvriers. Commémorons la Semaine sanglante en reproduisant son article, inédit, croyons-nous, pour de nombreux lecteurs de la R. P. — R. GÉRARD.

Comme cette année, le 28 mai était un dimanche; il faisait un temps à inspirer bien plus le désir de vivre et la fraternité entre les hommes que de s'égorger entre eux. Et ce fut le dernier jour de cette lutte gigantesque, de cet effort héroïque tenté par le peuple de Paris pour en finir avec le vieux monde.

Ce fut dans la rue Fontaine-au-Roi, située à l'angle du Faubourg du Temple et de la rue de la Folie-Méricourt, que les derniers combattants de la Commune brûlèrent leurs dernières cartouches, dans cette rue étroite et biscornue qu'à une poignée, sans espoir de vaincre et moins encore de survivre à leur défaite, ils défendirent leur drapeau rouge, qui flottait sur cette barricade, prise la veille par les Versaillais, puis reprise le dimanche matin par les Fédérés.

Leur résistance dura jusqu'à près d'une heure de l'après-midi; au dernier moment, ils étaient de dix-huit à vingt seulement, parmi lesquels des vieux à barbe grise qui avaient vu 1848 et des jeunes qui n'avaient pas vingt ans et n'en étaient pas moins les plus héroïques défenseurs et les moins décidés à ne pas se rendre.

Comment ces derniers défenseurs de la Commune se trouvaient-ils là, à cette heure où tout Paris était au pouvoir des hordes versaillaises et où l'on n'entendait plus que les décharges des pelotons d'exécution et le tac-tac-tac des mitrailleuses dont on se servait pour fusiller en masse les prisonniers dans certains terrains ou quartiers de la capitale et dans la cour des casernes? C'est ce que nous allons apprendre à nos lecteurs et ce qui n'a été écrit encore dans aucune histoire de la Commune.

A partir de vendredi 26 mai, repoussés de tous les côtés, et ne se reconnaissant pas vaincus, les Fédérés, dans leur retraite, se dirigeaient où ils entendaient encore le bruit de la fusillade, et c'est ainsi que se trouvaient réunis, le samedi, à Belleville, les débris de bien des bataillons.

Mais la situation n'était pas tenable; la vieille mairie, transformée en caserne et en ambulance à la fois, criblée par les obus, menaçait ruine; les maisons environnantes s'écroulaient et l'incendie s'était déclaré dans plusieurs.

En présence de cette situation, les membres de la Commune, présents encore à leur poste de combat, se réunirent dans une des salles de la mairie, dans la nuit du samedi au dimanche, à l'effet d'y prendre une résolution.

Sur dix ou douze que nous étions, huit faisaient valoir que la continuation de la lutte était impossible, que c'était sacrifier inutilement les quelques centaines de Fédérés qui tenaient encore à Belleville avec l'intention de s'y défendre jusqu'à la dernière extrémité, qu'en conséquence le devoir des membres de la Commune présents était de se livrer aux Versaillais, à la condition qu'on laisserait la vie sauve aux prisonniers.

Cette résolution désespérée fut repoussée énergiquement par la minorité. On fit remarquer qu'en se livrant ainsi on avait l'air d'écoliers demandant pardon d'un coup de tête, qu'en somme on n'avait entraîné personne, que ceux qui avaient pris part à la Commune étaient des hommes conscients, qu'il n'y avait pas à demander grâce pour eux, puisque loin d'exprimer des regrets, ils étaient les premier à vouloir se défendre jusqu'au bout.

Le moment n'étant pas aux longs conciliabules, on se sépara sans avoir rien décidé et chacun se rendit à son poste.

Sur l'initiative de quelques membres de la Commune, le lendemain matin, dimanche 28 mai, on fit réunir sur la place de la mairie les derniers combattants. On leur fit connaître la situation dans laquelle ils se trouvaient, l'inutilité d'une plus grande résistance, le danger auquel ils s'exposaient en la continuant. Des murmures accueillirent cette déclaration.

C'est alors qu'on proposa de ne pas rester sur un terrain où la lutte serait sans profit et de descendre à travers Paris pour aller finir place de la Bourse ou ailleurs, mais en plein quartier de réaction, et d'y vendre chèrement sa vie. Cette proposition fut accueillie aux cris répétés de : « Vive la Commune! ».

Un chef de légion fit former les rangs, déployer les drapeaux rouges; le clairon sonna, les tambours battirent, et l'on se mit en marche dans un enthousiasme indescriptible.

En tête marchait le chef de la légion, le sabre à la main, grand gaillard de près de six pieds, aux épaules larges, au teint basané, à la chevelure noire et épaisse, pressant sur sa poitrine un immense drapeau rouge. Au premier rang venaient Varlin, les frères Ferré, Gambon, Géresme, votre serviteur et un membre du Comité Central, le citoyen Laccord.

Nous étions quatre à cinq cents au départ, mais en route notre bataillon du désespoir, comme on l'a si justement dénommé, diminua de plus de la moitié, et c'est ainsi qu'arrivés au bout de la rue des Trois-Bornes, pour traverser la rue Saint-Maur, nous n'étions plus que deux cents à deux cent cinquante.

Pour traverser la rue Saint-Maur, il y eut une hésitation. Une barricade tenait encore dans cette rue, et pour gagner la rue Fontaine-au-Roi (1), il fallait traverser entre deux feux. A droite se trouvaient les Fédérés, à gauche les Versaillais, tirant à boulets sur la barricade derrière laquelle se défendaient héroïquement une poignée de braves.

On fit halte. Nous laissâmes du renfort à la barricade de la rue Saint-Maur et nous traversâmes hâtivement cette rue pour pénétrer dans la rue Fontaine-au-Roi au milieu de laquelle nous nous trouvâmes arrêtés par le feu des Versaillais embusqués derrière une barricade. A notre tour,

---

(1) J.-B. Clément a spécialement consacré le dernier couplet de sa fameuse chanson « le Temps des Cerises », à une jeune fille inconnue qui vint planter un drapeau rouge sur la barricade de la rue Fontaine-au-Roi, à l'angle de la rue Saint-Maur, et qui périt en faisant sauter cette barricade au moment où les Versaillais s'en emparaient.

nous nous abritâmes derrière un restant de barricade située en cet endroit; on la reconstruisit en toute hâte, le grand gaillard y planta son drapeau et la bataille recommença.

Varlin était resté à la barricade de la rue Saint-Maur; nous autres, nous avions gagné la rue Fontaine-au-Roi avec l'intention bien arrêtée d'aller finir en plein Paris. Il était environ neuf heures du matin quant nous ouvrîmes le feu.

Que de faits intéressants, typiques et d'un grand enseignement il y aurait à raconter si la place me le permettait, depuis ce moment jusqu'à l'heure finale. J'espère bien pouvoir le faire un jour.

Vers les dix heures et demie, la barricade de la rue Saint-Maur était prise et nous nous trouvions cernés de toutes parts. Nous avions quelques camarades tués ou blessés, mais les valides ne manifestaient ni crainte ni regret, bien au contraire. Il fallait même calmer leur impétuosité, car à tout instant, ils voulaient se précipiter en avant et courir à l'assaut de la barricade où les Versaillais, prudemment retranchés, ne se montraient pas, tiraient à coup sûr, même des fenêtres des maisons, abrités derrière des matelas, et n'attendant que le moment où notre petite troupe se serait avancée pour la fusiller à bout portant.

Vers midi, les munitions commençant à manquer et les Versaillais continuant à ne pas attaquer de front, les membres de la Commune se concertèrent et décidèrent de réquisitionner des vêtements pour les hommes et de les engager à trouver chacun un refuge.

Le conseil fut d'abord assez mal accueilli par le grand porte-drapeau, mais enfin, après insistance, il fut fait comme on l'avait proposé, et après avoir rangé en bon ordre les armes sous la porte cochère d'une grande maison, les quelques hommes qui restaient se dispersèrent au hasard, sauf le porte-drapeau, qui pour toute réponse à nos adjurations, répétait : « Non, non, j'aime mieux mourir ici. Je ne veux pas aller moudre du poivre à Cayenne. »

Quand tous furent partis, les membres de la Commune, restés les derniers comme c'était leur devoir, abandonnèrent la rue Fontaine-au-Roi et se dirigèrent, en suivant un passage dont le nom m'échappe, vers la rue des Trois-Bornes où déjà la foule endimanchée venait voir les barricades. Il était environ une heure de l'après-midi.

J'ai su depuis que presque tous les défenseurs de cette barricade avaient été recueillis par des habitants de la rue. Ont-ils été arrêtés plus tard? Je l'ignore; dans tous les cas, ils n'ont pas été à la fournée des fusillés des 28 et 29 mai. Il en fut de même du porte-drapeau et d'une vaillante ambulancière restée avec nous jusqu'à la dernière minute et dont je ne connais que le prénom : Louise.

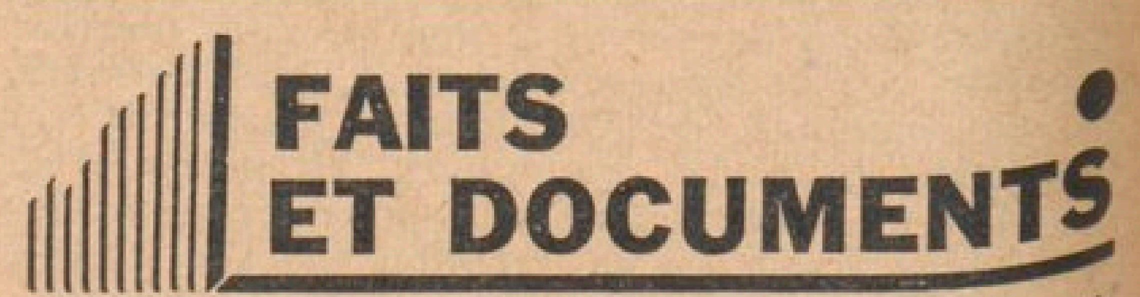
Au moment où nous quittions la place que je revois encore comme si j'y étais, les Versaillais descendant de la rue Saint-Maur n'étaient plus qu'à cent mètres de nous. Un soldat, un sergent je crois, qui se glissait le long des maisons, le fusil prêt à épauler, pénétra sous une porte cochère où les Fédérés vaincus la veille avaient déposé leurs armes. Il en ressortit tenant un drapeau rouge qu'il portait comme un trophée qu'il aurait pris à l'ennemi, quand en face de moi, une fenêtre d'une mansarde s'ouvrit. J'y aperçus un de nos vieux à la barbe grise, un vieux de 48, un des nôtres de tout à l'heure. Il ajusta, tira, et je vis le sergent, lâchant son fusil et le drapeau, s'affaisser sur lui-même et rouler sur les pavés. Le vieux de 48 avait tiré juste. Et ce fut le dernier coup de fusil de la Commune.

Maintenant, que sont devenus les hommes restés jusqu'au dernier moment a leur poste de combat et dont j'ai cité les noms au cours de ce récit?

Varlin, après avoir été dénoncé et arrêté non loin de la rue Saint-Maur, fut conduit, mutilé, rue des Rosiers, à Montmartre, et fusillé, Théophile Ferré, condamné à mort par un conseil de guerre, fut plusieurs mois après fusillé à Satory. Geresme est mort de misère, il y a quelques années. Gambon est mort il y a six ou sept ans dans une chaumière, à Cosne, où, bien pauvre aussi, il s'était retiré.

Les survivants continuent la lutte, toujours fidèles à leur passé.

J.-B. CLÉMENT,
membre de la Commune de Paris, 1871.



Ce que valent les « aveux » des accusés de Moscou : L'interrogatoire de Mratchkovski raconté par Sloutski

La vérité continue à filtrer sur les aveux des procès de Moscou. Voici à ce sujet les passages essentiels d'un article de Walter Krivitski paru dans le Courrier Socialiste (menchévik) russe (n° du 29 avril). On sait que Krivitski, ami d'Ignace Reiss, et lui-même collaborateur des services secrets du Gouvernement soviétique, s'est récemment réfugié à l'étranger. Le récit qu'il consigne est de Sloutski, chef du Guépéou à l'étranger. Sloutski est mort à Moscou il y a peu de temps, — de mort subite.

Sous la pression d'interrogatoires torturants, poursuivis pendant des mois et même des années, les accusés en proie aux menaces et à la faim, finissaient par avouer tout ce qu'on leur demandait. Il y en avait pourtant que l'on ne réussissait pas à briser. Il s'en trouva deux de cette sorte à la veille du premier procès de Moscou : Mratchkovski et Smirnov. Or, le Guépéou savait que Staline ne voulait pas d'un procès sans ces deux-là. Le Guépéou se décida, suprême ressource, à confier les deux accusés rétifs à ses juges d'instruction les plus expérimentés. Je rapporte ici l'interrogatoire de Mratchkovski, d'après le récit que m'en a fait l'un d'entre eux, Sloutski :

— J'ai commencé l'interrogatoire rasé, déclare Sloutski; quand je l'ai terminé, mes joues étaient couvertes de barbe. L'interrogatoire dura 90 heures. Toutes les deux, trois heures, l'impitoyable sonnerie téléphonique du secrétariat de Staline retentissait et une voix demandait : « Eh bien ! l'avez-vous brisé ? »

— Mais, demandai-je à Sloutski, êtes-vous resté pendant tout ce temps dans votre cabinet sans en sortir ?

— Non, après les dix premières heures, je pris deux heures de repos pendant que mon secrétaire me remplaçait. Mratchkovski, pendant ces quatre-vingt-dix heures, n'eut pas un moment de répit. Même au w.-c., on l'accompagnait.

Je dois dire, pour caractériser Sloutski, que, bien que ce fût un vieux collaborateur du Guépéou, il était resté un homme bon et franc à sa façon, un de ces vieux tchékistes pour lesquels un Mratchkovski incarnait le passé de la révolution et méritait un respect inébranlable. Mais Sloutski devait réprimer ses sentiments. Il devait briser Mratchkovski. Et voici la suite de son récit :

— Mratchkovski entra en boitant lourdement (des suites d'une blessure de guerre civile). Je lui offris un fauteuil :

» — Asseyez-vous, camarade Mratchkovski.

» Il s'assit. Je lui dis :

» — Eh bien, camarade Mratchkovski, j'ai reçu l'ordre de vous interroger.

» Il répond :

» — Je n'ai rien à vous raconter et je ne veux pas avoir de conversation avec vous. Vous êtes des policiers pires que ceux du tsar... Et d'abord, dis-moi quel droit as-tu de m'interroger? Où étais-tu pendant la révolution ? Il me semble que je ne te connais pas.

» Remarquant sur ma poitrine deux ordres du Drapeau rouge il dit :

» — Des types comme toi, je n'en ai pas vu au front. Ces décorations, tu les as volées.

» Je me tais, je ne l'interromps pas, je lui laisse dire ce qu'il a sur le cœur. Il continue :

» — Tu me dis « camarade Mratchkovski », tandis qu'hier, un de tes pareils, en m'interrogeant, m'appelait reptile et contre-révolutionnaire. Je suis né en Sibérie, moi; mon père a péri en Sibérie, ma mère aussi. Je suis du parti depuis mon enfance.

» Il se lève tout à coup, déboutonne brusquement sa blouse et me montre ses cicatrices : « Les voilà, mes décorations ! » Je continue à me taire. Je fais apporter du thé, je lui en offre un verre, je lui offre des cigarettes. Il prend le verre, le cendrier, et les jette violemment sur le plancher en criant :

» — Vous voulez m'acheter? Tu peux dire à Staline que je le méprise. C'est un traître. On m'a déjà conduit chez Molotov. Celui-là aussi a voulu m'acheter, mais je lui ai craché sur la gueule...

» Quand il a dit tout ce qu'il avait à dire, je me lève et je me mets à lui répondre :

» — Non, camarade Mratchkovski, mes décorations je ne les ai pas volées. Je les ai gagnées dans l'Armée Rouge, sous Tachkent, où je me suis battu sous ton commandement. Je ne me considère pas comme un reptile, ni toi non plus. Mais as-tu combattu contre le parti ? Tu l'as fait. Eh bien, le parti m'ordonne aujourd'hui de t'interroger. Quant aux cicatrices, tu peux regarder, — je lui montre celles que j'ai au ventre, — ce sont aussi des souvenirs de guerre civile.

» Mratchkovski se tait, écoute et répond :

» — Je ne te crois pas. Où sont tes preuves ?

» Je lui fais lire ma biographie et je continue :

» — Après la guerre civile, j'ai travaillé dans un tribunal révolutionnaire. Ensuite le parti m'a envoyé au Guépéou. J'y suis et j'exécute les ordres du parti. Quand le parti me dira de mourir, je mourrai...

» Mratchkovski m'interrompt :

» — Non, tu es devenu un policier... Tout de même, je vois qu'il te reste une âme...

» A ce moment je compris que le contact s'établissait entre nous. Alors, je me mis à lui exposer la situation de l'Union : fascisme, danger de guerre... Je dis que personnellement j'étais bien convaincu qu'il n'était pas, lui, un contre-révolutionnaire, mais que j'allais lui montrer jusqu'où étaient tombés ses camarades, — et je sortis les dépositions des autres.

» Ainsi passèrent trois jours, pendant lesquels Mratchkovski ne dormit pas une minute. Trois jours et trois nuits je luttai avec lui. Moi-même, en ces trois journées, je pris tout au plus trois ou quatre heures de sommeil. Je l'amenais à un tel point qu'il pleura. Il pleura avec moi en constatant que tout était perdu et qu'il ne restait plus aucune espérance.

» A la fin du troisième jour, il demanda à voir Smirnov. Je donnai l'ordre d'amener Smirnov dans mon cabinet. Leur rencontre me bouleversa. Ils s'embrassèrent. Ils pleuraient tous les deux. Mratchkovski dit le premier à Smirnov : « Ivan Nikititch, faisons ce qu'ils nous demandent. Il le faut. » Smirnov s'y refusa en disant : « Je n'ai rien à leur avouer, je n'ai jamais combattu le pouvoir des soviets, jamais été un terroriste, je n'ai jamais voulu tuer personne. » Mratchkovski l'exhortait, mais Smirnov restait intraitable. Ils s'étreignaient, à chaque instant, en pleurant. On emmena Smirnov. Mratchkovski redevint irritable et de nouveau traita Staline de traître. Le quatrième jour, il signait ce qu'il devait confirmer devant le tribunal. Je rentrai chez moi et, pendant une semaine, je fus non seulement incapable de travailler, mais incapable de vivre. Voilà, Krivitski, ce que fut l'interrogatoire de Mratchkovski. »

Contre la guerre : l'ordre du jour du 1er mai à Villers-Cotterêts

Les 400 ouvriers réunis à Villers-Cotterêts le 1er mai 1938, à l'appel de l'Union locale :

Constatent que, dès le temps de paix, les sacrifices demandés au nom de l'intérêt supérieur du pays ne visent qu'à atteindre les avantages conquis par la classe ouvrière organisée;

Condamnent la course aux armements précipitant les peuples à s'entr'égorger pour le seul profit de leurs maîtres;

Se refusent à toute union sacrée sous quelque forme que ce soit;

Demandent à la C.G.T. : de refuser son autorité morale à la préparation de l'union nationale; de rester fidèle à la pratique de l'internationalisme ouvrier, seule position de classe contre l'union sacrée; d'engager une campagne démontrant que la classe ouvrière organisée aurait tout à perdre dans une guerre qui ne serait que la répétition de la duperie 1914-1918.

Comment on transpose à Barcelone les « procès de Moscou »

Le Comité pour l'enquête sur le procès de Moscou (secrétaire : Andrée Limbour, 2 rue Redon, Paris-17e) nous prie d'insérer :

Des informations parviennent de Barcelone sur la préparation d'un procès monté clandestinement. Depuis le 13 février, une série d'arrestations ont été opérées parmi des militants ouvriers antifascistes, accusés de crimes qu'ils n'ont pas commis.

Fernandez Grandiso Muniz est considéré comme le chef. Avec lui sont arrêtés : Adolfo Carlini, Aage Kjelso, Jaime Fernandez Rodriguez, T. S. Hernandez, Luis Zanon, Victor Ondik. Ces hommes sont tous des militants ouvriers espagnols ou étrangers qui ont mis leurs forces au service de la révolution et de la guerre dès leur début. Ils sont connus également pour leur attachement aux idées des communistes internationalistes (IVe Internationale).

L'acte d'accusation constitue une falsification fondée sur de faux documents, des inventions policières et des déclarations arrachées, selon le type des procès de Moscou, par le chantage, la promesse, la menace et la torture.

Ce document contient notamment ceci :

« Considérant que dans cette ville (Barcelone) agissait une organisation qui se maintenait dans la clandestinité et dans une prétendue idéologie extrémiste; qu'elle projetait de commettre des attentats contre des figures éminentes de la République revêtues des charges les plus importantes au gouvernement et dans le pays; qu'elle effectuait au moyen d'imprimés clandestins une propagande contraire aux intérêts de la République en se maintenant en relation directe avec des éléments étrangers, que les principaux dirigeants en sont M. F. Grandiso Muniz, Adolfo Carlini Roca et Aage Kjelso (ce dernier en fuite à la suite d'une évasion); que coopéraient avec cette organisation Jaime Fernandez Rodriguez, Luis Zanon Grinnon et Theodore Sans Hernandez et, à un degré moindre, Victor Ondik et d'autres dont on ignore le sort (!)...

» Il résulte que toutes les personnes susnommées, excepté Ondik, voulaient assassiner le capitaine Léon Narwitch, ce qu'ils mirent à exécution le dix février, à dix heures du soir, dans la rue de la Légalité, endroit désert de la ville, M. F. Grandiso tirant sur lui tandis qu'il était maintenu par Jaime Fernandez et un commissaire politique connu sous le nom de « Max » ou de « Joan » dont on ignore le domicile. »

Le secret a été officiellement observé sur cette affaire qui représente un chaînon nouveau dans les persécutions dirigées par le Guépéou contre les révolutionnaires prolétariens en Espagne, les inculpés du P.O.U.M., les militants anarchistes de la F.A.I., les bolchéviks-léninistes, après les cri-

mes dirigés contre Nin, Berneri, Erwin Wolf, Landau, Reiss et d'autres.

Le procès de Barcelone se présente comme une répétition des procès de Moscou. Léon Narwitch était connu comme officier des brigades du P.O.U.M. Il est plus que probable qu'il a été victime des accusateurs d'aujourd'hui, comme des dizaines de militants qui disparaissent sous les coups de la Guépéou. L'exploitation de son meurtre est la reproduction de l'affaire Kirov, tué dans une provocation de la Guépéou, et pour lequel on fit ensuite périr plusieurs centaines de vieux communistes.

Dans l'instruction de cette affaire la Guépéou utilisa toutes les ressources des provocations et des « amalgames ». Des inculpés furent torturés jusqu'à ce qu'ils acceptent de signer des déclarations entièrement fausses par lesquelles ils se chargeaient les uns les autres, selon la technique de Vychinski. On arracha à un inculpé la confection d'une carte postale établissant la « preuve » d'une liaison criminelle avec Paris. Deux inculpés revinrent entièrement sur leurs aveux après leur transfert au Carcel Modelo.

Ces hommes — dont certains ont glorieusement combattu sur le front de la révolution — sont déférés au Tribunal de haute trahison et d'espionnage qui juge sans publicité des débats, ni garantie de défense, sans publication préalable de l'acte d'accusation, ni défenseurs indépendants, devant des juges choisis, sur la base des dossiers provocateurs bourrés de faux que lui fournit la police secrète aux mains des staliniens.

Ils sont en danger de mort, si toutefois ils ne figurent pas déjà sur les listes des fusillés que la presse a mentionnés, sans indiquer leurs noms.

ENTRE NOUS

Nous l'avons déjà signalé, mais quelques chiffres indiqueront mieux les raisons de nos appels. Voici, en effet, ce que nous ont coûté quelques-uns des derniers numéros : N° 247, 1.600 fr.; 252, 1.680 fr.; 255, 1.764 fr.; 268, 1.922 fr.; 270, 2.046 fr. Soit du 25 mai 1937 (N° 247) au 10 mai 1938 (N° 270), une augmentation de 446 francs sur le numéro.

Quatre cent quarante-six francs par quinzaine ! Or, nous n'avons pas augmenté nos prix. Mais alors, comment tenir ? Eh bien! c'est simple, en augmentant le nombre de nos abonnés. En avril, nous avons reçu 29 abonnés nouveaux dont voici le détail :

Paris : 2. — *Seine :* 1. — *Seine-et-Oise :* 2. — *Aisne :* 2. — *Allier :* 1. — *Alpes-Maritimes :* 1. — *Ardennes :* 1. — *Côte-d'Or :* 1. — *Gironde :* 4. — *Hérault :* 1. — *Indre :* 1. — *Landes :* 6. — *Loire :* 1. — *Nord :* 1. — *Oise :* 1. — *Var :* 1. — *Vosges :* 1. — *Yonne :* 1.

Signalons les résultats obtenus dans les Landes par la propagande de nos amis Gassiès et Richard, et dans la Gironde par Barrué. De la Loire et du Rhône, nous recevons également des encouragements et quelques camarades se mettent au travail pour la R. P.

Très bien! Remercions nos camarades. Mais signalons à tous ceux qui ne font rien que la R. P. *se trouverait rapidement en difficulté s'ils ne se mettaient à la besogne. S'y mettront-ils ?*

RECETTES D'AVRIL. — Abonnements de soutien : *Lacoste,* 50; *Marot,* 250; *Marzet,* 100; *Pinty,* 100. *Total :* 500.

Notre souscription permanente : *Bavoillot (Paris),* 10; *Beannée (Côte-d'Or),* 10; *Chitilman (Paris),* 5; *Emery (Rhône),* 10; *Gasbon (Paris),* 5; *Guilloré (Paris),* 5; *Lagain (Côtes-du-Nord),* 10; *Loriot (Côte-d'Or),* 10; *Nouelle (Seine-et-Oise),* 10; *Pelletier (Paris),* 5; *Pinty (Alger),* 100; *Thomas (Indre),* 5. *Total :* 185 *francs. Merci à tous !*

CONTRE LE DECRET-LOI SUR LES ETRANGERS

La Solidarité Internationale Antifasciste organise, pour le 10 juin prochain, à la Mutualité, un meeting de protestation contre le décret-loi sur les étrangers.

Les lecteurs de la *R. P.* se feront un devoir, nous n'en doutons pas, de participer à ce meeting, début d'une grande campagne de la *S. I. A.* contre des mesures comparables aux trop fameuses « lois scélérates » et qui, d'ailleurs, sont illégales.

« LES AMIS DE PAUL DUSSAC »

Trop brièvement, la *R. P.* a annoncé le décès, survenu à Paris, de Paul Dussac, dont nous eûmes souvent à mentionner l'effort désintéressé pour la libération des Malgaches. On sait que ce véritable apostolat conduisit Dussac jusque dans les geôles de l'impérialisme français : il purgea plusieurs années de prison à Madagascar. L'avènement du Front populaire laissa espérer aux Malgaches une amélioration sensible de leur sort; cet espoir tardant à se réaliser, Paul Dussac fut envoyé à Paris, avec mission d'entrer en contact avec toutes les organisations du Front populaire en vue d'obtenir qu'au moins les promesses faites aux Malgaches soient tenues.

Cette mission n'eut pas de chance ! Le camarade malgache qui accompagnait Paul Dussac — c'était le secrétaire du Syndicat des employés de Tananarive — mourut quelques semaines après son arrive à Paris. Dussac continua seul les démarches, mais il se heurtait à une mauvaise volonté, incompréhensible pour lui, qui, peu à peu, se transformait même en une réelle hostilité, à commencer par le parti communiste dont, cependant, il était un membre actif, puisqu'il avait fondé le Parti communiste malgache. Dussac était ulcéré de l'accueil reçu, lorsque, subitement frappé de congestion cérébrale, il dut être transporté à l'hôpital Saint-Antoine, où il mourut le 13 mars 1938.

La mission des Malgaches était anéantie. Pas tout à fait, cependant, car Paul Dussac avait amené avec lui un de ses fils, Pierre Dussac, âgé de 19 ans; il l'avait mis au Lycée Voltaire et voulait lui faire passer son baccalauréat. Par des miracles d'économie, vivant en hôtel avec à peine 10 francs par jour, le père et le fils accomplissaient tous deux leur tâche. Le père disparu, qu'allait devenir le fils ?

Nous nous sommes occupés de lui. Bien que fort pauvres, nous avions déjà aidé Paul Dussac. Nous payâmes la note laissée en panne à son hôtel, environ 500 francs, puis nous installâmes le fils en pension chez une amie de Belleville, Mme Paquier, où, pour 20 francs par jour, Pierre Dussac trouve une bonne nourriture; sa chambre, à côté, coûte 40 francs par semaine. Il peut ainsi continuer ses études au Lycée Voltaire — en attendant que nous lui trouvions du travail lui permettant de gagner lui-même sa vie.

Un petit comité, « les Amis de Paul Dussac », s'est formé pour la tâche bien limitée, mais indispensable, d'assurer, avec les Malgaches, la subsistance de Pierre Dussac. En accord avec Finidori et Mme Camille Drevet, Chambelland a été désigné pour recevoir les souscriptions et tenir les comptes. Nous demandons aux amis de la *R. P.* de lui adresser leur obole : Chambelland, 3, place Séverine, le Pré-St-Gervais (Seine); Chèque Postal : 2.065.09, Paris. D'autre part, nous serions heureux que l'un de nos camarades puisse nous indiquer bientôt un emploi pour Pierre Dussac. Pierre Dussac, âgé de 19 ans, est de bonne constitution et de bonne santé. Il a le désir bien compréhensible de pouvoir bientôt subvenir lui-même à ses besoins. Il sait que notre effort de solidarité ne pourra être éternel. Il souhaite, avant tout, trouver du travail rapidement. Nous serions très reconnaissants à celui de nos amis qui pourra lui procurer, par exemple, une place dans un bureau.

Imp. S.N.I.E., 32, rue de Ménilmontant, Paris (20e).



Le gérant : M. CHAMBELLAND.